



Initiative Régionale Environnement Mondial / Lutte Contre la Désertification (IREM/LCD)

CATALOGUE DES PROJETS

Capitalisation de l'expérience





Comité Permanent Inter-états de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel

Initiative Régionale Environnement Mondial & Lutte Contre la Désertification (IREM/LCD)

Catalogue de Projets

Auteurs (équipe du programme CILSS / PRA - LCD - POP DEV) :

Philippe ZOUNGRANA - Bertrand REYSSET - Oumar NDIAYE

B.P. 7049 OUAGADOUGOU

E-mail : philippe.zoungwana@cilss.bf ; oumar.ndiaye@cilss.bf

Lecture du document

Sibiri Jean OUEDRAOGO- Edwige BOTONI - Félix COMPAORE

Supervision :

Dramane COULIBALY, Coordonnateur du PRA-SA/LCD-POP

Photos :

Philippe ZOUNGRANA - Bertrand REYSSET - Oumar NDIAYE

Edition :

Comité Permanent Inter-Etats de lutte
contre la sécheresse dans le Sahel

Site web: www.cilss.bf

Coordination de l'édition:

CILSS

Harouna KINDO

Dankoulou Abdoul Karim

Philippe ZOUNGRANA

Maquette & Impression :

Guru Communication

Financement :



Note aux lecteurs

La diffusion et le partage d'information constituent une des stratégies du CILSS pour amplifier et promouvoir les alternatives durables dans la lutte contre la désertification au Sahel.

C'est en droite ligne avec cette préoccupation, que le CILSS a souhaité capitaliser et valoriser l'expérience acquise à travers la mise en œuvre de son programme « Initiative Régionale Environnement Mondial et Lutte contre la Désertification, IREM/LCD ».

Le rapport de capitalisation de ce programme est constitué de trois volumes qui se déclinent comme suit :

1. Un premier volume qui présente un aperçu global du programme. Il donne une synthèse des résultats et acquis et tire les enseignements et les perspectives pour les actions futures ;
2. Le deuxième volume (le présent document) est un catalogue des micro-projets appuyés par le programme dans les 9 pays membres du CILSS. Ces fiches synthétiques des projets sont regroupées par pays. Elles donnent des informations détaillées sur les projets en matière de résultats/effets obtenus et les leçons tirées de leur mise en œuvre ;
3. Le troisième volume est un recueil de 12 fiches techniques présentant les différentes méthodes et techniques de lutte contre la désertification, tirées des micro-projets soutenus par l'IREMLCD. Ces fiches illustrées par des photos prises sur le terrain abordent des technologies de LCD : principe, technique, effets (environnemental, social, économique), conditions de réalisation, des astuces pour réussir, et des éléments sur la durabilité et les coûts. Ce catalogue présente également une série de stratégies et d'outils pratiques et adaptables pour aider les personnes et les organisations de développement à mieux engager et réussir la lutte contre la désertification.

Les documents ont été conçus de manière à donner une facilité de lecture à chacun.

GESTION DES RESSOURCES NATURELLES DANS QUINZE (15) VILLAGES DES DEPARTEMENTS DE TIKARE ET ROUKO, PROVINCE DU BAM

PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS

- CILSS/ IREM/LCD
- SOS SAHEL International France

COUT ET FINANCEMENT

- Coût total : 301 659 Euros
- Contribution CILSS/ IREM/LCD : 91 013 Euros (30,17%)
- Contribution SOS SAHEL International France : 55 474 Euros (18,39%)
- Contribution de la population : 155 172 Euros (51,44%)

MOTS CLES

- boulis, fertilité des sols, dégradation, restauration des sols, ressources naturelles, renforcement des capacités, amélioration des revenus, maraîchage, restauration du couvert végétal

CONTRAINTES LOCALES EN MATIERE DE DESERTIFICATION/GRN

La population des départements de Tikaré et de Rouko est totalement dépendante du secteur agricole dont elles tirent ses revenus. Les résultats de l'étude sur « l'analyse de la dégradation des ressources naturelles dans la région de Tikaré » indiquent que l'agriculture occupe la quasi-totalité de la population et plus de 50% de l'ensemble des terres.

L'écosystème de la zone est marqué par des aléas climatiques (sécheresses récurrentes), une forte érosion conduisant à sa dégradation et à la disparition du couvert végétal. Le climat de type soudano-sahélien, peu favorable aux productions agricoles se caractérise par une pluviométrie faible dont la moyenne varie entre 500 et 600 mm par an. Cette dégradation des ressources naturelles a été aggravée par une utilisation et une gestion inadaptée de ces ressources, à cela s'ajoute une importante croissance démographique. En raison de ces contraintes, les rendements agricoles ne permettent plus la satisfaction des besoins essentiels de la population, d'où les crises alimentaires chroniques.

TYPE D'ACTIONS REALISEES

- Gestion des ressources naturelles : les populations des 15 villages ont grâce au projet acquis des connaissances et mis en œuvre des actions de restauration du couvert végétal, de protection et de conservation des espèces locales. Grâce à la concertation et à la volonté des autorités coutumières et religieuses, plusieurs espaces de mis en défens ont été délimités pour préserver les écosystèmes en voie de disparition, et aussi favoriser la régénérescence des espèces locales. Les ressources en eau ont été réhabilitées pour augmenter les réserves d'eau afin de favoriser la réalisation des activités de

contre saison et également à l'abreuvement des animaux. Les différentes formations ont permis aux populations de restaurer les terres dégradées afin d'augmenter la production agricole.

- Sécurité alimentaire : le projet dans son domaine d'intervention en matière de sécurité alimentaire a favorisé l'augmentation des rendements agricoles par le renforcement des capacités des populations dans les techniques de restauration/conservation des eaux et des

ZONE D'INTERVENTION

15 villages des Départements de Tikaré et Rouko, province du Bam



RESULTATS OBTENUS (ELEMENTS QUANTITATIFS AUTANT QUE POSSIBLE ET EFFETS CONCRETS)

Gestion des ressources naturelles :

- 15 espaces villageois de mis en défens pour la régénération naturelle assistée délimités et protégés
- 2 boulis réhabilités
- 70 ha de tapis herbacés réalisés
- 14032 plants reboisés par 62 producteurs dont 12 709 arbres vivants soit un taux de survie de 90,57%)

Sécurité alimentaire :

- 339 ha aménagés en cordons pierreux
- 465 ha de zai
- 323 fosses fumières réalisées
- 541 ménages ont adopté les techniques de CES/DRS

Lutte contre la pauvreté

- 2 périmètres maraîchers aménagés pour 40 exploitants dont 50% de femmes
- Création d'un centre artisanal féminin pour la transformation des produits forestiers non ligneux

Renforcement des capacités

- 15 sessions de formation dispensées au profit des comités villageois et deux comités départementaux et un comité inter départemental sur le renforcement institutionnel ;
- Deux sessions de formation en GRN au profit des producteurs des 15 villages ;
- Deux sessions de formation en RNA au profit des producteurs des 15 villages ;
- Trois sessions de formation sur les techniques de foyers améliorés au profit des femmes des 15 villages ;
- Deux sessions de formation sur les techniques de transformation des fruits forestiers non ligneux au profit de 100 femmes ;
- Une session de formation en comptabilité simplifiée au profit de 30 femmes du centre de transformation féminin de Manégaaba.

ELEMENTS DE CAPITALISATION & LEÇONS APPRISSES

- **Organisation communautaire** (capacités d'organisation et de mobilisation des populations pour la conduite des activités – CID, comités villageois) : Les comités villageois ont été mis en place à travers des assemblées générales villageoises à l'issue d'une série d'animation/sensibilisation. Dans chaque département les populations se sont réunies pour élire les membres de leur comité départemental. Les comités villageois et départementaux ont reçu un paquet de formation pour renforcer leurs capacités en animation, mobilisation des populations et conduite des activités au sein des villages. Les comités départementaux ont été impliqués et responsabilisés pour la planification, l'exécution et la conduite des actions d'auto évaluation du projet. Cette implication a permis aux comités de s'approprier pleinement les actions du projet. Le système d'organisation mis en place a été efficace à telle enseigne que la plupart des membres des comités villageois et comités départementaux formés en techniques de mobilisation sociale ont été élus dans leur villages respectifs comme membres des comités villageois de développement (CVD). Le comité interdépartemental (CID) a joué un rôle de coordination des activités et assuré le suivi des activités. En plus il a apporté des appuis conseils aux comités villageois pour améliorer l'efficacité dans l'organisation et la mobilisation des populations. Dans cette action, la leçon suivante peut être tirée : avec un accompagnement en renforcement des capacités, les populations peuvent bien conduire les actions en s'organisant elles-mêmes.
- **Reboisement par contrat** : la démarche consiste à mener plusieurs séances d'animation sur le bien fondé de l'objectif auquel on veut parvenir. Ensuite on procède à un recensement des volontaires. Des appuis conseils sont fournis aux volontaires sur la nature des sols, les espèces appropriées aux conditions climatiques et pédologiques de la zone d'intervention, les possibilités d'achat ou de production des pépinières et l'organisation de l'activité. L'organisation va du principe que tout le processus et les moyens viennent des volontaires. Les comités de comptage des plants sont mis en place par les volontaires eux-mêmes. Ce sont eux qui déterminent également les primes de reboisement sur la base de calcul des charges réels et ces primes sont fonction des espèces. Le principe du reboisement par contrat n'est pas de payer un producteur, mais plutôt de l'encourager pour l'initiative et les efforts déployés pour planter et entretenir des plants deux ans après le reboisement, car après 2 ans le taux de survie de l'arbre est très important. Aussi, c'est une approche basée sur la qualité et non la quantité, car il est demandé à tout volontaire de ne planter que ce qu'il peut entretenir pour éviter les énormes pertes. La particularité de cette approche est que le projet investit à l'issue d'un constat des résultats. Après le comptage des plants, chaque producteur signe un contrat avec le projet. Le projet accompagne le processus pour rassurer de la transparence de l'activité et paie les primes aux producteurs en fonction du nombre de plants vivants en fin de contrat.

Introduit pour la première fois en 2006 dans la région du Centre Nord, l'approche a eu un succès, car avec 62 producteurs volontaires, ce sont 14 032 plants qui ont été reboisés avec un taux de survie de 90,57%. Les producteurs qui ont bénéficié des primes du reboisement ont déclaré utiliser ce fonds pour renforcer leur plantation quand bien même il n'y aura plus de prime car le projet a pris fin. Leçon tirée : il ne faut pas s'attendre à un grand nombre de personnes pour réussir le reboisement par contrat, avec 62 producteurs, plus de 14 000 plants ont été reboisés avec leur propre moyen.

- **Utilisation des techniques CES/DRS** (combinaison de plusieurs techniques, augmentation des rendements : les producteurs ont reçu un paquet technologique important qui a permis de faire la combinaison de plusieurs technologies pour augmenter la productivité des sols, augmenter les rendements et par conséquent augmenter la production agricole. Les résultats de l'étude d'évaluation d'impact des cordons pierreux et de la fertilité des sols dans la zone du projet ont révélé que les techniques comme le zaï, les cordons pierreux, la fumure organique, les demi-lunes et leurs combinaisons ont donné des gains de rendements moyens de l'ordre de 30% à plus de 100%.

POINTS A APROFONDIR OU QUESTIONS

A SUSPENS

- **boulis** (capacités de rétention d'eau, prise en compte de la charge des animaux des villages environnant pour l'abreuvement)
- **le centre artisanal féminin** (l'organisation des femmes, le marketing, la commercialisation)
- **vergers scolaires** (comment faire pour motiver les enseignants à s'approprier et s'investir dans l'activité)

NOM DE L'ONG/ASSOCIATION

SOS SAHEL International Burkina Faso



ADRESSE/CONTACTS

01 BP 1170 Ouagadougou 01
Tél : (00226) 50 36 69 52
Fax : (00226) 50 36 69 53
Email : sossibf@fasonet.bf



RESTAURATION DE L'ENVIRONNEMENT ET CONSERVATION DES SOLS

PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS

DPA, DPECV, FCD, ADC, Tree AID, CILSS/IEM-LCD

COUT ET FINANCEMENT

Coût total : 53 198 243 Fcfa (81 100,20 EURO)

REPARTITION DES FINANCEMENTS

- ATY : 18 252 500 FCFA
- Bénéficiaires: 15 087 500 FCFA
- Services techniques provinciaux: 160 000 FCFA
- CILSS/IEM-LCD: 20 083 749 FCFA (30 617,48 EURO)

MOTS CLES :

conservation des sols, couvert végétal, fertilité des sols, reboisement, énergie domestique, renforcement des capacités

CONTRAINTES LOCALES EN MATIERE DE DESERTIFICATION/GRN

Cette dernière décennie dans les communes de Boussé ; Laye, Niou, et Sourgoubila a été marquée par une dégradation continue des sols et du couvert végétal. Cette situation est essentiellement due à la pression démographique et aux actions anthropiques. Cela a amené les populations rurales à mettre en œuvre des actions de restauration des sols et d'amélioration des rendements agricoles.

TYPE D'ACTIONS REALISEES

- Fosses fumières, cordons pierreux, foyers améliorés, plantation d'arbres



ZONE D'INTERVENTION

Région du plateau central, Province du Kourwéogo, Communes : Boussé, Laye, Sourgoubila, Niou, Villages : Barma (Laye) ; Barouli ; Bantogdo (Sourgoubila) ; Mouni (Niou) ; Ghin (Boussé)



RESULTATS OBTENUS

- 396 fosses compostières réalisées par les populations
- 494 foyers améliorés construits par les populations
- 93 ha de champs aménagés en cordons pierreux
- 10 ha reboisés par les bénéficiaires avec une moyenne de 60% de survie
- Formation et animation de près de 800 villageois
- Mise en place de comités de gestion villageois
- Sensibilisation villageoise par la troupe de théâtre de l'association

ELEMENTS DE CAPITALISATION & LEÇONS APPRISES

- Cordon pierreux/ Fosses fumières : ces actions ont suscité une forte adhésion des populations car elles ont contribué à réduire l'érosion hydrique des sols et à améliorer la fertilité des sols. Dans plusieurs villages, la technologie fosses + cordons pierreux est utilisée depuis environ cinq années et a permis l'émergence de pratiques spécifiques (source : entretiens, village de Mouni) :

1. les sols ne sont amendés qu'une fois tous les 3 ans. Ainsi une fosse permet le maintien d'une fertilité en continu de 3 ha pour une rotation sorgho-sorgho-petit mil (1 fosse amende 1 ha par an);

PROJET DE SECURISATION ET VALORISATION DES RESSOURCES PASTORALES ET FORESTIERES DANS LA PROVINCE DU YAGHA

PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS

CILSS (IREMLCD)

COUT ET FINANCEMENT

Coût total du Projet : 129 483 944 FCFA

- Montant du financement IREMLCD : 60 259 490 FCFA
- Contrepartie populations : 64 684 576 FCFA
- Apports VDS : 4 539 878 FCFA
- Autres apports (ASTBAL, OASIS, MADRMM) : 120 717 EURO

MOTS CLES

aménagements de pâturages, règles de gestion des zones de pâture, aménagements antiérosifs, régénération naturelle assistée, production de gomme arabique, comptoir de gomme arabique, organisation des producteurs, apiculture améliorée.

CONTRAINTES LOCALES EN MATIERE DE DESERTIFICATION/GRN

Les principales contraintes locales en matière de désertification/GRN

- Aléas pluviométriques
- Occupation anarchique de l'espace
- Techniques agricoles rudimentaires : très faible niveau d'intensification, équipements agricoles traditionnels, faible utilisation de la fumure et des techniques de CES/DRS
- Coupe abusive des arbres (fourrages, bois d'oeuvre, etc)
- Défriches
- Pressions croissantes sur les ressources pastorales
- Très fort taux d'analphabétisme et très faible niveau d'organisation des producteurs
- Transfert de la gouvernance des ressources naturelles aux collectivités non effectif

ZONE D'INTERVENTION

TYPE D'ACTIONS RÉALISÉES



TYPE D'ACTIONS RÉALISÉES

- Appui à la mise en place de comités de gestion de deux zones de pâture
- Scarifiage (à la charrue Delphino) et ensemencement de pâture
- Réalisation des mesures antiérosives (traitement de ravines, digues filtrantes, RNA)
- Délimitation consensuelle de zones de pâture.
- Appui à l'élaboration participative de règles de gestion des zones de pâture
- Appui à l'organisation des producteurs/cueilleurs de gomme arabique
- Réalisation des mesures antiérosives dans les sites de production de gomme arabique (diguettes, cordons pierreux, scarifiage, plantation, RNA)
- Formation des producteurs en techniques de production de gomme arabique (saignée, entretien des peuplements)
- Mise en place d'un comptoir pour la commercialisation de la gomme arabique
- Equipement des producteurs et des groupements
- Appui à l'organisation de la commercialisation de la gomme arabique
- Appui à l'organisation des producteurs de miel
- Formation des producteurs en techniques améliorées de production de miel
- Mise en place d'une unité de traitement et de conditionnement du miel
- Equipement des producteurs et des groupements en matériel d'apiculture améliorée
- Appui à l'organisation de la commercialisation du miel

RESULTATS OBTENUS

Au niveau des ressources pastorales

- Délimitation de deux zones de pâture traditionnelles (une de 8047 ha dans le département de Tankougounadjé, et une de 3751 ha dans la commune de Sebba)
- scarifiage de 192 ha de parcours dégradés dans les deux zones de pâture
- ensemencement de 200 kg de semences de cramcram dans les sites scarifiés
- traitement de ravines dans deux voies d'eau soit six (06) ouvrages dans la zone de pâture de Sebba et six (06) ouvrages dans la zone de pâture de Tankougounadjé.
- Des règles de gestion des zones sont élaborées et soumises à l'administration

Au niveau de la gomme arabique

- 12 groupements de producteurs/productrices de gomme ont vu le jour et reconnus par la loi
- une Union de producteurs de gomme a vu le jour (15 groupements membres, et 362 producteurs dont 147 femmes et 215 hommes)
- 7 gomméraires ont été identifiées et ont fait l'objet d'aménagements anti érosifs (cordons pierreux, RNA, scarifiage, plantation)
- un comptoir de gomme arabique mis en place et fonctionnel (ce qui a permis d'améliorer la qualité de la gomme ainsi que le prix d'achat au producteur, 2 tonnes collectées en 2007/2008, 6 tonnes en 2008/2009)
- 160 producteurs formés en techniques de production de gomme arabique
- un voyage d'étude a été réalisé au Niger (9 producteurs y ont pris part)
- 9 organisations de producteurs ont reçu des équipements pour la production de gomme arabique (charrettes et vélos)

Au niveau du miel

- Une unité de traitement et conditionnement de miel a été mise en place et est fonctionnelle
- 156 ruches avec des équipements complémentaires (combinaisons, enfumoirs,...) placées auprès des producteurs (9 groupements et 9 individus)
- 82 producteurs ont été formés en apiculture améliorée
- un voyage d'étude a été réalisé à Koudougou (12 producteurs y ont pris part)
- implication d'organisations féminines dans la production de miel

ELEMENTS DE CAPITALISATION & LEÇONS APPRISES

- réelles possibilités de mener des actions de lutte contre la pauvreté et contre la désertification à travers la gomme arabique, le pâturage et le miel.
- organisation progressive de la filière gomme arabique à travers l'organisation des acteurs en groupements et union simultanément avec la mise en place et la gestion d'un fonds de roulement pour la commercialisation de la gomme (comptoir de gomme arabique au niveau provincial).
- Le projet a servi de levier pour une synergie d'action entre intervenants dans la filière au niveau de la région.

POINTS A APROFONDIR OU QUESTIONS

A SUSPENS

- renforcer le développement des organisations de producteurs
- l'Union provinciales des producteurs de gomme arabique devrait élargir sa base sociale et compter beaucoup de groupements et couvrir toute la provinces, du moins dans les villages à potentiel gommier
- travailler à la gestion des sites de production de gomme par les groupements par des conventions entre groupements et collectivités et/ou propriétaires terriens.
- les producteurs de miel traditionnels se sont montrés très réticents à l'action collective, et de ce fait ont besoin de plus de sensibilisation et de renforcement de capacités organisationnelles que la durée du projet n'a pas permis d'atteindre.

NOM DE L'ONG/ASSOCIATION

Association des Volontaires pour le Développement au Sahel (VDS)



ADRESSE/CONTACTS

ADRESSE/CONTACT : BP 294 – Dori / Burkina Faso

Tél. +226 40 46 01 09 / +226 78 02 10 91

Email : abdoura_mane@yahoo.fr

www.vds-burkina.net



PROJET D'ADDUCTION D'EAU POTABLE ET DE RECUPERATION DES SOLS AU BENEFICIE DES FEMMES DU VILLAGE DE KOMBOARI

PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS

Direction Régionale de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutique, IREMLCD/CILSS, ACFED/SAHEL

COUT ET FINANCEMENT

- Coût total : 96 579 173 FCFA / 147 234 Euros
- Contribution CILSS/ IREM/LCD : 49 929 478 FCFA / 76 117 Euros
- Contribution de la population/ACFED SAHEL : 46 649 695/ 71 117 Euros

MOTS CLES

Femmes, Adduction d'eau potable, Récupération des sols, Aménagement de bas-fonds, Convention locale

CONTRAINTES LOCALES EN MATIERE DE DESERTIFICATION / GRN

- Insuffisance d'eau de pluies et nappes phréatiques profondes
- Manque d'encadrement et d'accompagnement des villageois en GRN
- Absence totale de mesures de préservation et restauration des RN

TYPES D'ACTIONS REALISEES

- Protection et restauration des sols
- Approvisionnement en eau potable
- AGR / allègement de la pénibilité des femmes
- Aménagement de basfonds (cultures de riz dans la zone du bas-fond)

ZONE D'INTERVENTION

Village de Komboari / Département de Diapangou, Province du Gourma



RESULTATS OBTENUS

- Equipement des villageois (charrettes et ânes, brouettes, barres à mine, pioches, triangles à pente)
- 2 études sur la tenure foncière et rapports Hommes/Femmes
- 112 personnes formées dont 76 femmes et 1 voyage d'étude réalisé
- 1 local / abri du moulin
- 1 moulin et décortiqueuse de céréales
- 1 château d'eau avec pompe immergée
- 15 ha de bas-fonds aménagés
- Aménagement de 200 ha sites anti-érosifs
- Confection de 90 fosses fumières

ELEMENTS DE CAPITALISATION ET LECONS APPRISES

Eléments de capitalisation

- participation et appropriation du bas-fond par les producteurs et productrices
- organisation endogène pour l'exploitation du bas-fond
- meilleure visibilité des femmes dans l'exploitation du bas-fond avec les terres qui leur est dorénavant accordées
- rôle du bas-fond dans les revenus des ménages



- rôle du bas-fond dans la sécurité alimentaire
- rôle du bas-fond dans l'amélioration des conditions des vies des femmes
- rôle du bas-fond dans la sécurité foncière des femmes

Leçons apprises

- l'aménagement des terres permet de sécuriser les femmes sur les terres (Les femmes ont ainsi pu capter près de 40% des surfaces aménagées)
- la gestion des entreprises externes recrutées pour l'exécution de MP est difficile pour une ONG, à plus forte raison pour des communautés qui ont moins d'expérience
- la difficulté pour ACFED/Sahel à mobiliser sa contrepartie (des aménagements ont été faits pour permettre au projet de démarrer).

POINTS A APPROFONDIR OU QUESTIONS EN SUSPENS

- renforcement de l'association « Soalimani »
- convention locale sur la sécurisation foncière des femmes (à formaliser)
- professionnalisation des producteurs et productrices de riz
- augmentation de la superficie exploitée (bas-fond)

NOM DE L'ONG / ASSOCIATION

ACFED / SAHEL (Appui conseil Femmes Environnement Développement au Sahel)



ADRESSE/CONTACTS

06 B.P. 9336 Ouagadougou 06
tél.: (226) 50 37 51 61 / 78 80 28 68
Email : acfed@fasonet.bf



DE L'HERBE CONTRE LE FEU ET LA FAIM DANS LA PROVINCE DU IOBA AU BURKINA FASO

PARTENAIRES TECHNIQUES

ET FINANCIERS

Délégation MADRRM-SC, OASIS, CMSC*; ASTBAL, CILSS/IREMLCD

COUT ET FINANCEMENT

Coût total : 129 975 000 FCFA, (198 163 Euros)

- Contribution du CILSS : 64 605 000 FCFA, (98 490 Euros) (49,7%)
- Contributions de l'ONG: 24 223 000 FCFA, (36 928 Euros) (18,6%)
- Contributions des bénéficiaires : 41 147 000 FCFA, (62 728 Euros) (31,7%)

MOTS CLES

Valorisation de la biomasse ; lutte contre la dégradation des terres ; réduction de la pauvreté

CONTRAINTES LOCALES EN

MATIERE DE DESERTIFICATION/GRN

Les systèmes de production rurale dans la province du Ioba et dans le Sud-Ouest en général sont restés longtemps en équilibre avec le milieu. Mais la croissance démographique et les perturbations climatiques des deux dernières décennies ont placé la région dans une zone de «turbulences dangereuses». Les feux de brousse détruisent chaque année 80 à 90% de la biomasse herbacée produite par les forêts naturelles (soit 4.000 à 6.000 kg/ha de matière sèche). Pendant ce temps, les systèmes de culture sont essentiellement basés sur l'utilisation de la fertilité naturelle des sols, alors que les coûts actuels des engrais chimiques sont prohibitifs pour la production des céréales de base; La conséquence est un épuisement des sols d'autant plus rapide qu'ils sont situés sur des zones de relief ou qu'ils sont légers (sols sableux).

Les signes d'une spirale de « dégradation – pauvreté – dégradation » sont déjà perceptibles depuis 20 ans environ, en raison d'un retour régulier d'épisodes secs : la zone connaît aussi des déséquilibres voire des déficits céréaliers de plus en plus importants.

ZONE D'INTERVENTION

Province du Ioba : Communes de Guéguéré, Dano et Oronkua



TYPE D'ACTIONS RÉALISÉES

- Sensibilisation et formations en vue de créer au sein des communautés de base, des réflexes nouveaux d'utilisation durable de la biomasse;
- Renforcement des capacités techniques des communautés à transformer et à valoriser le potentiel de biomasse grâce à de nombreuses formations techniques
- Appui technique, matériel et logistique aux communautés villageoises en vue d'initier et mettre en oeuvre des actions de lutte contre la dégradation des écosystèmes naturels en général et des terres agricoles en particulier ;
- Promotion d'activités génératrices de revenus, à l'attention des femmes notamment ;

RESULTATS OBTENUS

- L'animation a touché 50 villages des 3 Communes concernées ;
- Cette animation a débouché sur 47 microprojets identifiés par les Communautés de base et soumis à l'AAP dès la première année ; 30 microprojets issus de 30 villages ont été sélectionnés par une cellule de sélection mise en place à cet effet ;
- 3 ateliers de formation et/ou de recyclage ont été tenus sur divers thèmes : cycle de l'eau et du carbone, conservation de l'eau et des sols, techniques de compostage, apiculture, extraction de beurre de karité, production de savon, fauche et ensilage de foin, gestion des AGR, etc.
- Mise en place dans les villages de lots de petits matériels pour les travaux de CES, de production de compost et de fauche et ensilage de foin ;
- 212 ha de champs ont été aménagés à l'aide de cordons antiérosifs et 238 fosses fumières creusées et mises en service, contribuant ainsi à doubler en moyenne les rendements de sorgho
- 118 ruches installées dans 9 villages pouvant produire en moyenne 15 litres de miel par ruche et par an ;
- Cinq (5) groupements villageois se sont organisés pour la production du foin. Ils ont réalisé cinq granges de stockage du foin à titre d'unités de démonstration et produit près de 1200 bottes de foin ;

- Quatre (4) forêts villageoises d'une superficie variant de 4 à 100 ha chacune créées et délimitées dans 3 villages
- 6 périmètres maraîchers de 0,25 ha aménagés dans les villages dont 4 dotés de puits modernes ;
- Installation de 3 pépinières dans 3 villages pouvant produire 1000 à 3000 plants chacune par an ;
- Acquisition et installation de deux presses à karité et 2 moulins à karité gérés par trois groupements de femmes formées à la gestion ;
- 22 paysans innovateurs ont été identifiés pour prendre part à des expérimentations conjointes et autres tests de démonstration sur les techniques d'intensification et de diversification des productions agricoles.

A la fin du projet ces derniers se sont organisés en un réseau ayant bénéficié de certificats d'agrément dans le domaine de filières porteuses.

- Deux voyages d'études ont été organisés dans les Régions du Nord et des Cascades au profit de 74 paysans de la zone du projet ;
- L'ONG AAP a vu sa visibilité s'améliorer au niveau de la Région, notamment à travers le développement de nouveaux partenariats. Grâce à ce projet, le nom de l'AAP est désormais lié à la production de miel, avec le label « Miel de Tampla ».

ELEMENTS DE CAPITALISATION & LEÇONS APPRISSES

Le principe de la compétition dans la sélection des projets au niveau national a sans conteste permis de retenir les propositions les plus pertinentes par rapport aux objectifs de LCD, de préservation de l'environnement mondial et de lutte contre la pauvreté. Il a inspiré l'AAP dans sa propre stratégie de mise en oeuvre du projet ;

La souplesse dans les stratégies de mise en oeuvre des projets du Programme IREM/LCD a permis à l'AAP/IY d'appliquer le principe de la compétition à la base, contribuant ainsi à aller au-delà des objectifs prédéfinis. La contribution au renforcement des capacités locales, tant des bénéficiaires directs que des organisations porteuses des projets, est apparue comme une dimension incontournable, même si les appuis directs au renforcement des capacités des organisations porteurs des projets ne sont pas éligibles au programme IREM/LCD.

Les deux études de capitalisation réalisées dans le cadre du projet ont permis d'approfondir les connaissances et la compréhension des conditions de réussite et des critères de viabilité des activités de valorisation des produits du karité et de développement de l'apiculture ; toutes choses qui permettent de poser les bases d'une stratégie de développement performante pour les deux activités dans la zone du projet

POINTS A APROFONDIR OU QUESTIONS A SUSPENS

Comment renforcer les acquis des projets en fin d'exécution qui auraient atteint un certain niveau et une certaine qualité de résultats ? Deux ans c'est suffisant pour susciter l'enthousiasme mais pas assez, au regard des conditions environnementales et socio-économiques locales, pour imprimer aux résultats réalisés, les marques de la pérennité ; les meilleurs résultats étant par essence ceux issus des actions d'une complexité minimale qui combinent à la fois objectifs écologiques et socio-économiques.

NOM DE L'ONG/ASSOCIATION

ASSOCIATION ACTION PARTICIPATION / IRE, IRE-YOON (AAP/IY)



ADRESSE/CONTACTS

• Guéguéré, BP 25, Dano, province du Ioba. Tel 20907820

• Bureau de Contact : 06, BP 9248, Ouagadougou 06.
Tel 70208206/ 76440930
e-mail : fg.hien@fasonet.bf



PROJET DE LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION DANS LA ZONE DU PARC NATIONAL DE PÔ DIT PARC NATIONAL KABORÉ TAMBI (PNKT)

PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS

- CILSS-IREM-LCD
- PAGEN/FEM/BANQUE MONDIALE
- NATURAMA

COUT ET FINANCEMENT (En Euro)

• FEM/BANQUE MONDIALE	107328,24
• CILSS/IREM-LCD	97257,25
• NATURAMA	10229,01
• POPULATIONS BENEFICIAIRES	15648,85
TOTAL GENERAL	230463,35

MOTS CLES

Parc National Kaboré Tambi, RNA, reboisement, Fenil, Apiculture, soumbala, CILSS-IREM-LCD, NATURAMA, PAGEN

CONTRAINTES LOCALES EN MATIERE DE DESERTIFICATION/GRN

- Contraintes relatives à la faible capacité d'adaptation aux activités de lutte contre la désertification ;
- Contraintes relatives à la faible productivité des terres agricoles ;
- Contraintes relatives à la faiblesse des revenus générés par la valorisation des produits forestiers non ligneux ;
- Contraintes relatives aux différentes pressions (agricoles, pastorales, humaines) sur le parc.

ZONE D'INTERVENTION

Le projet est mis en œuvre dans dix (10) villages riverains d Parc National de Pô dit Kaboré Tambi répartis entre les provinces du Nahouri (5 villages) et du Ziro (5 villages). La population de ces dix villages est estimée, selon les données des différents diagnostics à 8.735 habitants environ dont 4.297 femmes (49%) et 4.438 hommes (51%). (Ci-contre : carte de localisation des villages).



TYPE D'ACTIONS RÉALISÉES

Par rapport à l'atténuation des pressions agricoles et pastorales :

- Réalisation de sessions de formation (Régénération Naturelle Assistée et Reboisement, conservation du fourrage naturelle, réalisation de fosses fumières);
- Réalisation d'opérations de reboisement de 9750 Plants dont 2000 fruitiers et 7750 ordinaires
- Application de la Régénération Naturelle Assistée dans les champs ;
- Réalisation de 100 fosses fumières ;
- Réalisation de 20 fenils à fourrage.

Par rapport à la réduction de la pauvreté

- Formation de 30 apiculteurs
- Equipement de 30 apiculteurs en équipements moderne de production de miel ;
- Appui en matériels (Bassines, cuvettes, seau) et fonds de base (20000 F CFA) à 150 femmes productrices de soumbala.

Par rapport au suivi et à la gestion du projet :

- Mise en place de l'équipe du projet
- Réalisation de missions de suivi et d'appui conseil aux bénéficiaires ;
- Réalisation de mission de suivi du CONACILSS
- Réalisation de mission de supervision des experts du Programme CILSS/IREM-LCD ;
- Réalisation de la capitalisation du projet ;
- Réalisation de l'évaluation externe ;
- Réalisation d'un atelier de capitalisation et de partage des résultats ;
- Confection et fixation de panneaux ;
- Animation en temps réel du site web de NATURAMA sur les activités du projet

RESULTATS OBTENUS (ELEMENTS QUANTITATIFS AUTANT QUE POSSIBLE ET EFFETS CONCRETS)

La Régénération Naturelle Assistée (RNA): 100 bénéficiaires formés, 69 ayant réellement appliqué la technique. Les superficies couvertes sont de l'ordre de 406 hectares avec une moyenne de 70 espèces épargnées par hectare, soit environ 28 420 pieds de 20 espèces .

Les opérations de reboisement dans les ménages et les champs : Au Total : 9750 plants (65%) et ont été reboisés par un total de 329 bénéficiaires. Le taux de survie moyen chez les hommes est de 36,17 % (campagne de 2007) et de Plantation des hommes en Juillet 2007 et de 42,04% pour les femmes productrices de soumbala (plantation de 2008) ;

Réalisation de fosses fumières : Les prévisions de réalisation des 100 fosses fumières ont été atteintes. Les productions ont été estimées à 1426 charretées de fumure produites soit une moyenne de 14,26 charretées par fosse. Les superficies enrichies sont estimées à 47,53 hectares. La fumure ainsi produite a été utilisée sur les cultures vivrières 89,22% pour la culture du maïs, 7,80% pour le coton bio et 2,98% pour les autres spéculations (riz, sorgho blanc, maraîchage, etc.) ;

Formation en conservation du fourrage naturel et réalisation de fenils. Un total de 20 fenils a été réalisée et 50 personnes formées. 745 bottes stockées et évalués à environ 22 tonnes de fourrage et réparties comme suit : Fourrage naturelle fauchée (6,210 Tonnes), Fourrage cultivée (3,10 Tonnes) et collecte de résidus agricoles (12,75 tonnes).

Apiculture : 30 apiculteurs formés et équipés pour la conduite de l'activité. Les prévisions de recette étaient de l'ordre de 60 000 F CFA à la fin du projet. Les recettes générées à la date se situent entre 2200 F CFA et 62 500 F CFA avec une moyenne globale de 17 008 F CFA soit 28% de réalisation.

Production et commercialisation du soumbala : 150 productrices de soumbala équipées et dotées en fonds de base de 20 000 F CFA. Au total, 3789,5 assiettées de graines de néré ont été transformées en soumbala avec des recettes générées qui se situent entre 10 180 et 51 808 F CFA avec une moyenne de 29 069 F CFA.

Autres résultats

En plus des résultats initiaux, un certain nombre de résultats stratégiques ont été obtenus au cours de la mise en œuvre du projet. Ceux-ci se présentent comme suit :

1. **L'Amélioration des capacités conceptuelles des communautés par rapport à la gestion du parc :** l'idée centrale du projet qui était d'amener les communautés à percevoir la relation claire entre projet et la gestion durable du parc a été fortement internalisée. Ce qui constitue un élément important en terme de changement de comportement des populations riveraines et une source de motivation et de renforcement de leur engagement par rapport à la conservation du parc ;

2. **Le développement des capacités endogènes :** le projet a permis de renforcer les capacités des communautés sur certains nombres de techniques très bien maîtrisées (fosses fumières, reboisement, RNA, fauche et conservation du fourrage, etc.). Ces capacités ainsi renforcées et disponibles au niveau local constituent une base de durabilité en terme d'entretien des investissements d'une part et d'autres part de valorisation de cette expertise locale au profit des autres producteurs non touchés par le projet.

3. **Le renforcement des capacités de NATURAMA :** la mise en œuvre du projet a fortement contribué au renforcement des capacités techniques et conceptuelles de NATURAMA en matière de maîtrise des procédures de gestion du programme IREM et en terme de d'information sur les d'autres initiatives de lutte contre la désertification dans les Pays du CILSS ;

4. **L'amélioration de la couverture géographique de NATURAMA des villages riverains du Parc :** la mise en œuvre du projet a permis à NATURAMA de couvrir 10 villages riverains sur les 70 avec des activités de lutte contre la désertification. Cette qui a permis d'augmenter de 14% le taux de couverture des villages riverains en matière d'appui aux activités de gestion durables des ressources naturelles dans la périphérie du parc.

5. **L'amélioration des capacités de mobilisation des ressources :** la mise en œuvre du projet a permis à NATURAMA d'augmenter son volume de ses financements des dix dernières années au profit de la zone du parc de l'ordre de 6%. Ce constitue une contribution assez significative dans la gestion durable du parc et de sa périphérie.

ELEMENTS DE CAPITALISATION & LEÇONS APPRISES

Régénération Naturelle Assistée (RNA):

- Activités pouvant avoir des impacts significatifs en terme de conservation de la diversité biologique et est moins exigeante en terme de temps et de ressources comparativement à certaines activités comme aux opérations de reboisements ;
- L'approche implication/responsabilisation des services techniques permet non seulement de renforcer la mobilisation des bénéficiaires mais aussi de participer au suivi évaluation et capitalisation des résultats.

Les opérations de reboisement dans les ménages et les champs

- Tenir compte de la durée du projet pour planifier si possible les reboisements sur deux campagnes ;
- Tenir compte de la disponibilité des plants dans le village ou à proximité des bénéficiaires pour éviter les risques de pertes ;
- Tenir compte des capacités des bénéficiaires à planter et entretenir les arbres pour fixer les quotas de plants par ménage ;



- Prendre en compte le fait que les objectifs d'atténuation de la dégradation des terres agricoles et le renforcement du couvert végétal ne peuvent pas être atteints par une petite portion de la communauté. En d'autres termes, prendre en compte le maximum de bénéficiaires ;

- Intégrer le principe du préleveur/payeur en encourageant les bénéficiaires d'autres activités du projet comme les activités génératrices de revenus à réaliser des opérations de reboisements en compensation des produits forestiers qu'ils valorisent actuellement et dont ils ne sont pas les auteurs ;

- Implication/responsabilisation des services techniques dans la conduite du processus dans son ensemble (livraison de plants, appui conseil pendant les reboisements, suivi périodique après les reboisements).

La réalisation des fosses fumières :

- Tenir compte de la période de lancement de l'activité : de sorte à éviter les risques d'éboulement d'une part et d'autre part à pouvoir valoriser les productions au cours de la campagne en cours. L'expérience du projet a montré que la plupart des fosses ont été construites en 2007 mais les productions n'ont pu être utilisées qu'au cours de la campagne 2008. Les productions auraient pu être valorisées au cours de la même campagne où elles ont été réalisées si elles étaient réalisées plus tôt c'est-à-dire courant janvier/février.

- Prendre en compte les besoins nécessaires à la bonne conduite de l'activité : notamment le matériel de transport, la disponibilité de l'eau, etc.;

- Tenir compte du choix du site de la fosse et des mécanismes de remplissage. Pour éviter les risques d'incendie de la fosse au moment de l'utilisation de certains agrégats comme la cendre.

La réalisation de fenil :

- Revoir le mode d'exécution en mettant l'accent sur les prestataires locaux : La principale leçon à tirer de cette activité au cours du projet a été le choix des prestataires externe aux villages. L'option de valorisation des personnes ressources ayant l'expérience en la matière au sein du village aurait certainement permis d'éviter les cas de fenils tombés.

- Prendre en compte des équipements de base : le projet s'est focalisé sur la construction de fenils sans intégrer les besoins en petits équipements comme les bottes, les fourches. Ce qui n'a pas faciliter le travail des bénéficiaires.



- Intégrer le suivi des réalisations par des personnes ressources spécialisées dans le domaine. Un contrat de suivi des réalisations avec les services techniques ayant assuré la formation aurait permis de résoudre les problèmes techniques.

L'apiculture

- L'élaboration d'un cahier de charge pour le suivi par le formateur : la promotion d'une activité apicole étant très exigeante en suivi, le besoin de disposer d'un cahier de charge dès le début du projet entre l'équipe du projet et le formateur est très important pour la réussite de l'activité. L'expérience du projet montre clairement que la faible production est à mettre à l'actif du non fonctionnement de la stratégie de suivi.

- L'organisation préalable des bénéficiaires : dans la perspective d'un développement de l'activité, le besoin d'organiser au préalable les bénéficiaires et de s'accorder sur les mécanismes de remboursement ainsi que de l'utilisation qui en sera faite de ces remboursements méritent d'être clairement définis. Cela est d'autant plus important que l'expérience vécue dans le projet a montré que la stratégie de départ était bien.

- La prise en compte des aspects valorisation des productions : la promotion de l'activité apicole dans un projet de lutte contre la désertification a un double objectif de conservation et d'amélioration de revenus. Si l'objectif de conservation semble être atteint par l'utilisation des équipements et matériel à moindre risque pour l'environnement, l'objectif de valorisation devra bien être analysé de sorte à avoir une plus grande valeur ajoutée en terme écologique et économique. Dans le cas présent du projet, cette stratégie avait été planifiée mais n'a pas fonctionné tel que souhaité.

La production et commercialisation du soubala

- Tenir compte du nombre de bénéficiaires de l'activité par village : le projet a appuyé quinze (15) femmes par village pour l'activité de production et de commercialisation du soubala. Cela aurait été plus intéressant si des mécanismes d'écoulement avaient été prévus. L'un des enseignements est qu'en l'absence d'une stratégie claire de commercialisation, le nombre de bénéficiaires des activités génératrices de revenus devrait être défini en fonction du marché local. Le cas du projet a démontré que le faible niveau de génération de revenu est à mettre à l'actif du nombre élevé de productrices dont le champ de commercialisation se limite uniquement au marché local.

- L'intégration des productrices dans les circuits officiels de micro finance : le projet a mis l'accent sur la production individuelle. Ce qui aurait été intéressant s'était de mettre en place un mécanisme permettant aux bénéficiaires de s'intégrer peu à peu dans les circuits de micro finance par l'exigence d'ouverture d'un compte pour l'épargne des bénéfices. Cette intégration leur aurait permis de consolider leurs activités en terme d'accès au crédit auprès des institutions de micro finance.

- L'appui à la recherche de marché : le projet a prévu d'appuyer les femmes pour la production du soubala dans l'optique d'améliorer les revenus. Cet objectif aurait eu une plus value si le projet avait, au préalable intégré dans sa démarche, la stratégie de recherche de marché en appui aux bénéficiaires. Ce qui aurait pu atténuer les difficultés de commercialisation, mais aussi aurait permis de générer des revenus plus substantiels tout en faisant la promotion des bénéficiaires au niveau des grands centres de consommation.

POINTS A APROFONDIR OU QUESTIONS

A SUSPENS

La question de certaines techniques qui ne sont pas bien maîtrisées (apiculture) qui nécessite soit des recyclages et des formations complètes ;

La question de la possibilité de répliquer l'expérience à d'autres villages riverains ou d'élargir le nombre de bénéficiaires dans les 10 villages ;

NOM DE L'ONG/ASSOCIATION

Fondation des Amis de la Nature –NATURAMA-



ADRESSE/CONTACTS

Adama NANA
Coordonnateur du Projet
Tél. (00266) 50 37 32 40/62
Email. info@naturama.bf
adama.nana@naturama.bf



NA BUK WEOGO POUR UNE GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES » DANS LE DEPARTEMENT DE KAYAO, PROVINCE DU BAZEGA, REGION DU CENTRE-SUD.

PARTENAIRES TECHNIQUES

ET FINANCIERS

Initiative Régionale Environnement Mondial et Lutte contre la Désertification

(IREML/LCD/CILSS) ; Ministère de l'Environnement et du Cadre de Vie (MECV), Ministère de l'Environnement et du Cadre de vie ; Ministère de l'Agriculture de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques, à travers leurs services déconcentrés dans le département de Kayao.

COUT ET FINANCEMENT

- 1 Coût total: 106.809 Euros soit 69.959.895 F CFA
- Montant sollicité, IREMLCD/CILSS : 69.646 Euros soit 45.684.781 F CFA ;
- Contre partie/Auto-financement : 32163 Euros soit 21.098.928 F CFA ;
- Autre apport : MECV : 5.000 Euros soit 3.275.000 F CFA.

MOTS CLES

Restauration du couvert végétal ; Forêt villageoise ; Recherche action innovation paysanne ; aménagement CES/DES, Fumure organique, Foire de savoir paysan.

CONTRAINTES LOCALES EN MATIERE DE DESERTIFICATION/GRN

- Dégradation accélérée des ressources naturelles et en particulier dans trois (03) forêts villageoises ;
- Insuffisance d'accès des communautés aux facteurs de production ;
- Faiblesse des capacités techniques et opérationnelles des comités villageoises de l'ANTD dans les zones d'intervention du projet.

ZONE D'INTERVENTION

11 villages du département de Kayao, Province du Bazèga, Région du Centre-Sud



TYPE D'ACTIONS RÉALISÉES

- Information et sensibilisation sur la gestion durable des ressources naturelles ;
- Renforcement des capacités techniques et opérationnelles des bénéficiaires pour la préservation durable de leur patrimoine forestier ;
- Promotion de la dynamique de groupe et de la mobilité de site pour rechercher la connaissance sur les thématiques du projet et leur valorisation ;
- Recherche action paysanne sur les thèmes de la dégradation des sols ;
- Réalisation physique pour la restauration des sols et la reconstitution de la diversité biologique de 3 forêts villageoises ;
- Capitalisation et diffusion des résultats de la recherche menée par les groupes paysans.



RESULTATS OBTENUS

- 125 producteurs formés sur les techniques agroforestières ;
- 30 fosses fumières d'expérimentation ont produit au moins 300 tonnes de matière organiques en trois (03) ans ;
- Trois (03) forêts villageoises sont régénérées en espèces dégradées et fruitières, d'où un début de restauration de la biodiversité ;
- Trois (03) pépinières d'expérimentation équipées en puits ont permis la production de 7000 plants utilitaires ;
- Les rendements agricoles à l'hectare ont connu une hausse de 30 % au moins ;
- Onze (11) groupes de recherche action innovation paysanne ont présenté lors d'une foire de savoir paysan les résultats de leur recherche ;
- Mise en place d'une stratégie d'auto-financement à terme des comités installés par le biais d'un mécanisme de location du matériel reçu dans le cadre du projet. Cette expérience a été présentée lors de l'Atelier FIDA sur le « Repérage et partage des innovations en Afrique de l'Ouest et du Centre ».

ELEMENTS DE CAPITALISATION & LEÇONS APPRISES

- Le paysan est un chercheur de renom s'il bénéficie d'un environnement propice qui lui permet de • Les anciennes pratiques de gestion des ressources naturelles, sont à valoriser car toujours utiles dans les politiques et techniques actuelles de conservation des eaux et sols ;
- La communication et les échanges inter groupes d'acteurs sont déterminants dans la réussite de tout processus de développement au niveau local.

POINTS A APROFONDIR OU QUESTIONS

A SUSPENS

- Le rôle et la place des acteurs locaux dans la mise en oeuvre du programme National de gestion des forêts ;
- Les techniques anciennes de réduction de l'érosion hydrique des sols ;
- Les techniques anciennes de conservation des céréales ;
- La production des plantes médicinales et les maladies afférentes ;
- Les techniques de transcription en langue locale de certains aspects des résultats des groupes de recherche.

NOM DE L'ONG/ASSOCIATION

Association Nong-Taaba de Dapoury (ANTD)



ADRESSE/CONTACTS

04 BP 403 OUAGADOUGOU 04
Tél : (+226) 50.43.11.59/76.66.47.84

VALORISATION DES TERRES ABANDONNEES ENTRE PONTE SUL & RIBEIRA PRATA, PORTO NOVO, SANTO ANTÃO

PARTENAIRES TECHNIQUES

ET FINANCIERS

CILSS/IEM-LCM
MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT ET AGRICULTURE
ADAD

COUT ET FINANCEMENT

Budget projet : 18 749 ESCUDOS 170 457 Euro

- VALORISATION DES TERRES ABANDONNEES ENTRE PONTE SUL & RIBEIRA PRATA, PORTO NOVO, SANTO ANTÃO CILSS : 10.997 ESCUDOS / 99 980 EURO
- ADAD/Population : 7 752 ESCUDOS / 70 476 EURO

MOTS CLES

Récupération de terres dégradées, mesures mécaniques et biologiques de C.S.A, miroir de captation d'eau, réservoir d'eau, digue en béton, Abreuvoir, gestion et enrichissement des pâturages, reboisement, renforcement des capacités

CONTRAINTES LOCALES EN

MATIERE DE DESERTIFICATION/GRN

La région de la municipalité du Porto Novo, dans l'île de Santo Antão, située entre les zones de Ribeira Fria, Chã de Gamboesa, Lagedos et Chã de Matos, est caractérisée par une faible pluviométrie annuelle, de courte durée, irrégulière et mal répartie. Les sols sont pauvres et l'ensemble de la zone est soumis aux forts ruissellements de part la pente générale de l'île de Santo Antão. A ces contraintes de base s'ajoutent essentiellement :

- La faible capacité (technique, organisationnelle) des bénéficiaires directs et indirects en matière de protection de l'environnement et d'utilisation rationnelle des ressources naturelles (eau et sols);
- le manque d'infrastructures pour le captage d'eau et la faible capacité technique pour une bonne gestion de l'eau disponible à long terme (gaspillage des ressources en eau par des méthodes d'arrosages non adaptées);

ZONE D'INTERVENTION

SANTO ANTÃO
(RIBEIRA DOS BODES & RIBEIRA FRIA)



TYPE D'ACTIONS RÉALISÉES

La mise en place de mesures mécaniques et biologiques de conservation des sols et de l'eau.

- Construction d'abreuvoirs dans le but de faciliter l'accès à l'eau aux animaux;
- Construction de digues pour faciliter la conservation de l'eau de pluie qui servira à l'irrigation.
- Construction de miroir de captation d'eau qui sert de pont dans l'alimentation du réservoir;
- L'intégration de la sylviculture et l'élevage, dans des systèmes stables, intégrés et plus productifs.
- Construction d'infrastructures adaptées aux difficultés du terrain.
- Techniques pour la promotion de la récolte
- Techniques de conservation
- Transformation de produit animal.
- Capacitation de la population par la sensibilisation et la formation de techniciens et des bénéficiaires directs et indirects afin de les éduquer et leur donner les moyens de gérer et d'intégrer les nouvelles technologies au quotidien.
- Sensibilisation et formation des éleveurs et agriculteurs au sein des communautés de base pour le renforcement des réflexes des mécanismes d'utilisation des nouvelles méthodes;
- Formation et capacitation des éleveurs en production de sylviculture et élevage, nutrition animale, mobilisation des ressources en eau, génie rural et forêts, etc;
- Formation et capacitation des membres des Associations locales en "Associativisme", "Comptabilité" et "Gestion de terrains florifères";
- Formation et capacitation des éleveurs et techniciens, en techniques de traitement de récolte et conservation de pâturage;
- Formation et capacitation des communautés, sur plusieurs thèmes liés à la méthodologie participative

RESULTATS OBTENUS

Mesures mécaniques et biologiques de CSA implantées

- Construction de deux digues en béton et mortier et de pierres sèches, en visant la correction des lignes d'eau ;
- Construction d'un réservoir d'eau de 100m³ ;
- Construction d'un miroir de captation d'eau ;
- Plantation d'un verger autour du réservoir de 100 m³.

Ressources Sylvo-Pastorales utilisées de manière plus durable

- Construction d'une unité de transformation de produit animal

- Récupération de 2 ha de terrain, de champs d'élevage ;
- Construction de quatre enclos améliorés, dans les zones de Ribeira dos Bodes et Ribeira Fria, respectivement ;

- Construction de dix abreuvoirs, pour chèvres et vaches, dans les zones de Ribeira Fria et Ribeira dos Bodes.

Capacitation et formation des techniciens et bénéficiaires en aménagement et gestion durable des ressources naturelles et techniques modernes de production sylvo-pastorale.

- Formation de 50 agriculteurs et éleveurs
- Implications des quatre associations locales
- Engagement de la DGASP (Direction Générale de Agriculture, Sivicuture et Elevage) pour accompagner les associations locales dans la gestion des ressources naturelles

ELEMENTS DE CAPITALISATION &

LEÇONS APPRISES

La dynamisation des associations locales faite à l'aide d'une méthodologie participative a permis à la population bénéficiaire de s'investir au maximum dans ces nouvelles activités et de s'approprier le projet.

Grand intérêt et forte participation de la société civile sur ces thèmes de grande actualité qui a permis d'atteindre l'objectif de promouvoir le bien être des familles rurales par la diversification d'un produit écologique et durable. Résultats optimisés pour la mise en oeuvre de ce projet aux impacts multidisciplinaires grâce à la prise en compte des actions de développement en cours dans la communauté à savoir, les écoles, la Délégation du Ministère de l'Agriculture, les Associations locales et la Mairie de Porto Novo.



POINTS A APROFONDIR OU

QUESTIONS A SUSPENDS

- Mesures à mettre en place pour l'exploitation des énergies renouvelables, par exemple le solaire pour les forages.
- Formation continue et professionnelle dans le but de renforcer les acquis reçus durant la durée de ce projet.
- Le développement progressif de cette micro-économie populaire de femmes pour se structurer et générer plus de revenus par le micro-crédit.

NOM DE L'ONG/ASSOCIATION

ADAD – ASSOCIATION POUR LA DEFENSE DE L'ENVIRONNEMENT ET LE DEVELOPPEMENT



ADRESSE/CONTACTS

FAZENDA – PRAIA
BP 20A CAP VERT
Tél : +238 991 85 55
E-mail : januariozizi@hotmail.com



Capitalisation de l'expérience IREM/LCD
Catalogue de projets



PROJET DE DEVELOPPEMENT AGRO-SYLVO-PASTORAL

PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS

Délégation MADRRM-SC, OASIS, CMSC^a, ASTBAL, CILSS/IREMLCD

COUT ET FINANCEMENT

Budget projet : 221 148 EURO

- CILSS/FEM : 100 427 EURO
- Autres apports (ASTBAL, OASIS, MADRRM) : 120 717 EURO

MOTS CLES

Forage, panneaux solaire, réseaux d'adduction et distribution, réservoir, irrigation goutte à goutte, production animale, digue de rétention, digue de captage, mur de protection, reboisement, banquettes, lutte contre désertification, lutte contre la pauvreté, renforcement de capacité.

CONTRAINTES LOCALES EN

MATIERE DE DESERTIFICATION/GRN

D'une manière générale, le climat sub-canarien sec du Cap-Vert entraîne une pluviométrie moyenne de 230 mm/an, très irrégulièrement répartie dans l'espace et dans le temps, aggravé par une fréquence croissante de périodes sèches étalées sur plusieurs années.

La zone du projet connaît une faible pluviométrie annuelle, d'environ 120 mm / an, de courte durée, irrégulière et mal répartie sur la période des pluies (3 mois, Juillet à Octobre). Cette pluviométrie faible et erratique ne permet qu'une faible productivité des cultures pluviales, même en bonne année, avec une fréquence élevée de re-semis et d'échec complet des cultures. L'élevage extensif traditionnel de type familial constitue une source de revenu et d'épargne jouant un rôle d'amortisseur contre des chocs climatiques sur les productions végétales.

Enfin, il y a eu d'espèces forestières adaptées aux conditions agro écologiques de la région.

ZONE D'INTERVENTION

Bacia Hidrográfica de Achada Leite - zone Administrative de Ribeira da Ribeira da Barca- Concelho de SantaCatarina



TYPE D'ACTIONS RÉALISÉES

- Réalisation d'une enquête socio-économique de base ;
- Mobilisation de l'eau : construction de réservoir, digue de rétention et de captage, système de pompage solaire ;
- Reboisement et récupération de terres dégradées
- Amélioration du système d'irrigation (système de goutte à goutte)
- Amélioration de la production animale par l'introduction de race améliorée et amélioration du pâturage
- Renforcement des capacités

RESULTATS OBTENUS

- Augmentation de la disponibilité de l'eau de 120 à 280 m³/jour ;
- La surface irriguée est passée de 3,1 à 7,4 hectares avec le système d'irrigation de goutte à goutte ;
- Reboisement et récupération de 60 ha terres dégradées
- Augmentation et diversification de la production agricole au profit de l'économie des producteurs de betteraves, de canne à sucre et de manioc qui ont commencé à cultiver des tomates, des pommes de terre, patate douce, carotte, chou, chou, oignon et courgettes
- Introduction de race de races améliorées (4 bovins, 25 caprins) et amélioration de 50 ha de pâturages ;
- La formation de quelque 50 membres de la communauté d'Achade Leite

ELEMENTS DE CAPITALISATION & LEÇONS APPRISSES :

- Le partenariat : A la conception du projet un certain nombre de partenariats avait été conclu avec diverses structures. Au cours de la mise en oeuvre du projet, ces partenariats n'ont pas fonctionnés avec les mêmes motivations et les mêmes responsabilités mettant ainsi en difficulté le projet.
- Le renforcement des capacités : ce renforcement des capacités organisationnelle, associative, technique a été très déterminante dans l'implication et la responsabilisation des bénéficiaires dans la conduite des activités.
- Le rôle joué par les femmes dans l'association et le travail accompli dans la communauté pour l'appropriation du projet
- La flexibilité du programme IREMLCD : cette flexibilité a permis la réorientation de certaines activités permettant ainsi l'atteinte des objectifs dans le contexte socio économique et culturel de Achada Leite



POINTS A APROFONDIR OU QUESTIONS A SUSPEND :

- Renforcer la capacité institutionnelle de ASTBAL;
- La formation des agro éleveurs dans la gestion des unités économiques de leur famille;
- Amélioration de la production de fruits à l'intérieur de la ferme;
- Amélioration de la production pastorale des forêts, de la collecte et la conservation des pâturages;
- Potentiel d'exploration des zones rurales et le tourisme écologique dans la zone Achada Leite;

NOM DE L'ONG/ASSOCIATION :

OASIS / ASTBAL



ADRESSE/CONTACTS

Calheta S.Miguel BP #2

Ilha de Santiago

Cabo Verde

E-mail - humberto.batalhalopes@gmail.com,

edesiocardoso@gmail.com

eugenio.barros@maap.gov.cv

Téléphone: (+238 273-1038)

Téléphone mobile: (+238 992-9249 – Humberto Batalha)

(+238 993-6371 – Edésio Cardoso)

(+238 985-4610 – Euénio Barros)



PROJET DE GESTION DES RESSOURCES NATURELLES DANS LA ZONE DE NIUMI

PARTENAIRES TECHNIQUES

ET FINANCIERS

- CILSS (IREMLCD)
- Agence Nationale de l'environnement
- Ambassade des Etats Unis
- STAY GREEN FONDATION

COUT ET FINANCEMENT

- Coût total : 166 560 Euros
- Contribution du CILSS : 100,000 Euros
- Contribution des bénéficiaires : 33 360 Euros
- Autres contributions : 33 200 Euros

MOTS CLES

Désertification, biodiversité, conservation, adaptation aux changements climatiques, AGR

CONTRAINTES LOCALES EN MATIERE DE DESERTIFICATION/GRN

La zone nord de la Gambie enregistre fréquemment des feux de brousse. Ces feux se déclenchent annuellement entre les mois de janvier à mai provoquant la destruction des ressources forestières, pastorales et agricoles (terres arables et stocks de vivriers). Ces feux de brousse influent également très négativement sur la migration des animaux et sur la biodiversité.

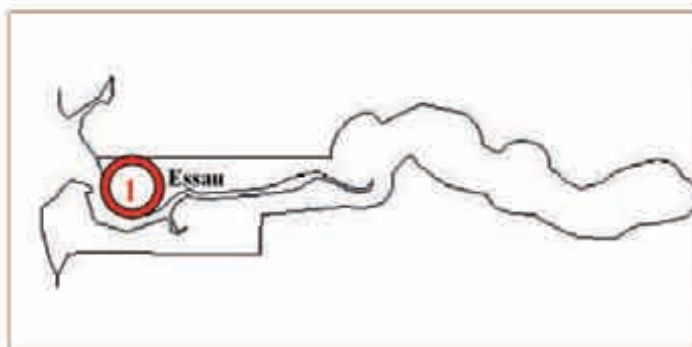
Malheureusement, les structures de lutte contre les feux de brousse se caractérisent par la vétusté ou le manque de matériel d'intervention, ce qui accélère l'occurrence, la taille des feux et les impacts dévastateur sur les humains et les animaux.

Parallèlement à ce phénomène, l'abattage clandestin des arbres, les pratiques agricoles non durables et l'avancée sans cesse continue des zones agricoles ont fortement contribué à la dégradation des ressources naturelles.

En outre, l'inexistence de systèmes ou mécanismes fonctionnels de veille, d'alerte, de renforcement des capacités et de sensibilisation des populations rurales sur la gestion des ressources naturelles, la forte demande en énergie domestique et la pauvreté rurale, ont exacerbé les niveaux de dégradation des ressources environnementales.

ZONE D'INTERVENTION

Haute et basse régions du Niumi dans la zone nord de la Gambie



TYPE D'ACTIONS RÉALISÉES

- Les jardins maraichers
Ils constituent une alternative économique à l'exploitation des ressources naturelles et s'inscrivent dans le cadre de la diversification des activités de production et des sources de revenus.
- Le reboisement/vergers communautaires et scolaires
Ce sont des plantations communautaires d'une superficie moyenne de 2 ha. Leur qualité est variable d'un village à un autre. Parmi ces vergers communautaires, les vergers d'anacardiens sont les mieux entretenus (système de protection efficace, désherbage, pare feux, cultures associées, etc).
- Les pépinières décentralisées et la pépinière centrale
Elles alimentent les vergers et les écoles en plants. La pépinière centrale est installée dans le village de Ndofan. Cette pépinière d'une superficie de 2 ha est équipée d'un forage munie d'une pompe qui fonctionne grâce à l'énergie solaire (panneaux solaires). Cette pépinière rayonne sur 25 villages et 12 écoles dans 3 districts.
- L'éducation environnementale,
Le projet fonde un grand espoir sur le système éducatif dans les stratégies de protection et de restauration de l'environnement. Il s'agit de promouvoir auprès des jeunes générations des attitudes, des réflexes, des capacités et des comportements qui participent à la protection présente et future des ressources naturelles.
- La mise en place de comités de lutte contre les feux de brousse.
Une quinzaine de comités de lutte contre les feux de brousse ont été mis en place. Ces comités sont bien structurés avec des règles et capacités en techniques de lutte contre les feux de brousse et en techniques de préparation des champs pour éviter les feux non désirés. Les comités sont également équipés (vélos, coupe-coupe, bottes, pulvérisateurs, mégaphones

RESULTATS OBTENUS

• Au niveau des jardins maraichers

Ils ont généré des revenus financiers et du coup ont été une alternative économique à l'exploitation des ressources naturelles. Quatre (04) jardins maraichers ont été mis en place. Ils sont gérés par les groupements de femmes. Dans le village de Kanuma, le périmètre maraîcher de 3,5 ha est exploité par environ 500 femmes. Chaque jardin procure par trimestre la somme de 90 000 Dalasis (1 875 000 FCFA).

• Au niveau du reboisement/vergers communautaires et scolaires

Cinquante ha ont été boisés surtout en anacardiers. Les vergers d'anacardiers sont mieux entretenus (système de protection efficace, désherbage, pare feux, cultures associées, etc.).

• Au niveau des pépinières

Les vergers sont une vingtaine au niveau village et environ une quinzaine dans les écoles primaires.

• Au niveau de la mise en place de comités de lutte contre les feux de brousse

Une quinzaine de comités de lutte contre les feux de brousse ont été mis en place et dix (10) personnes par village ont été formées en techniques de lutte contre les feux de brousse et en techniques de préparation des champs pour éviter les feux. Ces comités de lutte ont produit des effets très positifs avec un net recul des feux de brousse. Par exemple, dans le village de Samba Kalla, on enregistrait en

ELEMENTS DE CAPITALISATION & LEÇONS APPRISSES

• Réelles possibilités de mener des actions de lutte contre les feux de brousse à travers la mise en place de comités de lutte contre les feux de brousse. C'est une bonne pratique avec des aspects novateurs qui peuvent être transférés ou démultipliés. L'activité permet aux acteurs impliqués de produire de bons résultats.

• Réelles possibilités de protéger les forêts à travers les périmètres maraichers et l'organisation des femmes avec la mise en place et la gestion d'un fonds de roulement



POINTS A APROFONDIR OU QUESTIONS A SUSPENDRE

• Renforcer le développement des groupements de femmes ;

• La pépinière centrale de Ndogan doit être un outil de formation/démonstration et couvrir toute la partie nord de la Gambie.

NOM DE L'ONG/ASSOCIATION

FONDATION STAY-GREEN (SGF)



ADRESSE/CONTACTS

PMB 113, BANJUL, GAMBIE.

TELEPHONE :

(220) 946991/7748234/8900208

EMAIL : staygreenthegambia@yahoo.co.R-U
staygreenfoundation@hotmail.com



PROJET INTEGRE DE DEVELOPPEMENT DE LA ZONE DE MAFANCO

PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS

IREMLCD, ADCTAL, Direction des Eaux et Forêts et de l'Agriculture

COUT ET FINANCEMENT

Coût total : 74 280, 783 EURO

- Contribution du CILSS : 33 836,059 EURO
- Contribution ADCTAL/Bénéficiaires : 40 444, 724 EURO

MOTS CLES

Développement communautaire, forêt communautaire, foyer amélioré, digues filtrantes, génération de revenus, information-éducation-communication.

CONTRAINTES LOCALES EN MATIERE DE DESERTIFICATION/GRN

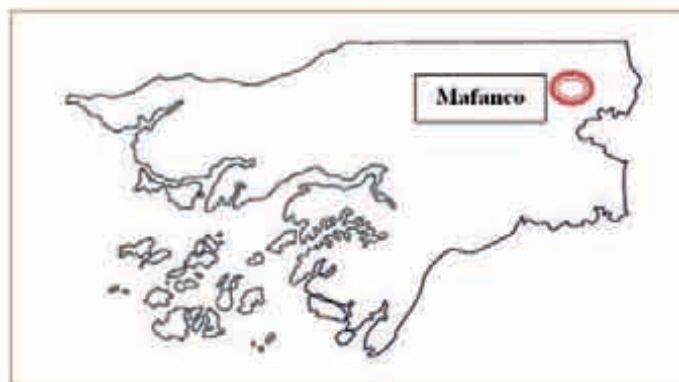
La Guinée Bissau est située dans une zone agro-écologique caractérisée d'une manière générale par l'importance de la pluviométrie et du couvert végétal. Cependant depuis quelques années, les formations forestières s'amenuisent du fait de l'action de l'homme : (i) déboisement et coupe abusive du bois, (ii) feux de brousse, (iii) extension des superficies de plantations d'anacardiens, etc... Ces facteurs ont une pression sur les ressources forestières (au point que certaines espèces sont menacées de disparition) et ont entraîné une dégradation de l'écosystème par une érosion des bassins versants et des rizières.

TYPE D'ACTIONS REALISEES

Création de forêts communautaires, construction de foyers améliorés, maraîchage, réhabilitation de digues, renforcement des capacités.

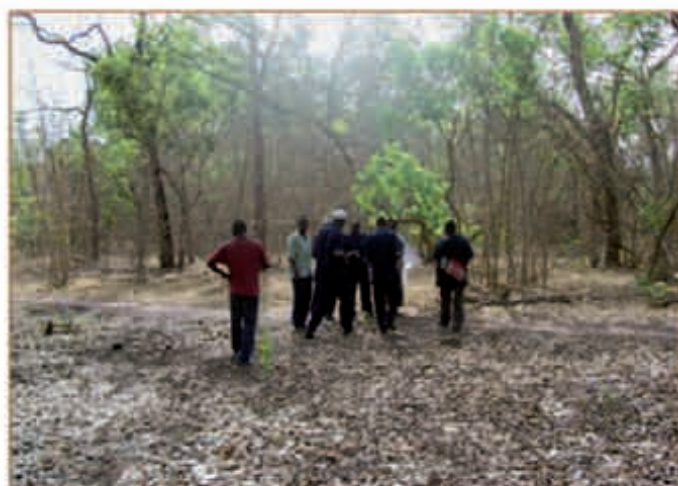
ZONE D'INTERVENTION

Région de Gabou,
Secteur de Sonako,
section de Mafanco



RESULTATS OBTENUS

- Délimitation et mise en défens de quatre (4) forêts communautaires/inter-villageois (environ 100 ha) : forêt de Boriel (25 ha), forêt de Tchewal (45ha), forêt de Mafanco (15 ha) et la forêt de Sintcha Bacari Sama (15 ha)
- Aménagement de bandes pare feux
- Réhabilitation d'une rizière (10 ha)
- environ 100 foyers construits
- 35 villages encadrés dont les capacités techniques et organisationnelles ont renforcées



ELEMENTS DE CAPITALISATION & LEÇONS APPRIS

- La préservation d'une partie des ressources forestières des terroirs. Les mises en défens contribuent à la protection de la forêt naturelle (modification des règles coutumières de gestion forestière pour pouvoir définir des règles de conservation)
- L'activité « foyer amélioré » était innovante pour les populations de la zone dont la principale source de combustible est le bois et le charbon de bois
- La conduite de l'activité « maraîchage », une source alternative de revenu contre la carbonisation qui participe à la déforestation
- La gestion au niveau du projet a été difficile par manque de compétences réelles
- Les formations/les connaissances acquises. ADCTAL aura donc vu une forte amélioration de ses capacités, à la fois de ses capacités techniques (de la même façon que les « bénéficiaires »), de ses capacités d'organisations, qui lui permettent d'intervenir avec efficacité dans un vaste ensemble de villages, mais également de ses capacités de mettre en œuvre et de gérer un programme de développement et ses ressources

POINTS A APROFONDIR OU QUESTIONS A SUSPENS

- Processus d'enregistrement administratif de ces forêts (reconnaissance juridique)
- Un appui spécifique, pour les structures porteuses de projets (SPP) les moins organisées, en termes d'administration de programme et de gestion financière.

NOM DE L'ONG/ASSOCIATION

Association pour le Développement des villages de l'Est (ADCTAL)



ADRESSE/CONTACTS

Guinée Bissau,
Tél : + 2456862238,
Email : ffdb@hotmail.com

PROJET DE VALORISATION DES SYSTEMES AGRICOLES DE "BOLANHA"

PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS

Association Internationale de Volontaires Laïc (LVIA)
Guinée Bissau, Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural de Guinée Bissau, Direction Régionale de l'Agriculture de la Région de Cacheu

COUT ET FINANCEMENT

- Montant total du Project : 259.050 Euros
- Montant demandé à l'Initiative: 99.650 Euros
- Montant apporté par d'autres bailleurs (LVIA): 130.350 Euros
- Montant apporté par les bénéficiaires: 29.050 Euros

MOTS CLES

Ressources forestières ; déforestation ; terres salinisées ou acidifiées « bolanhas ».

CONTRAINTES LOCALES EN MATIERE DE DESERTIFICATION/GRN

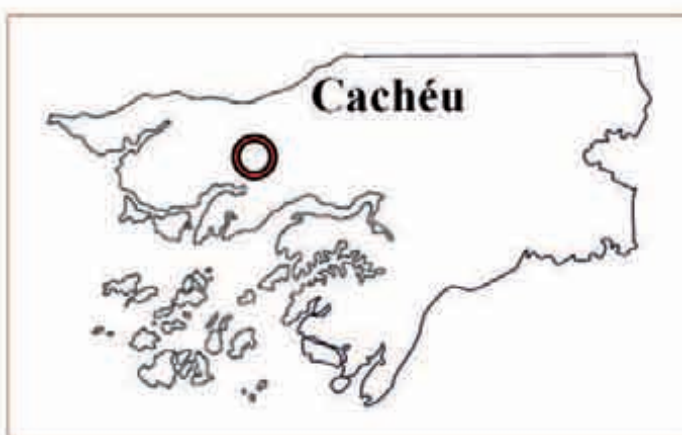
Au delà de l'abandon de la riziculture et des risques économiques liés à un système agricole basé sur une monoculture, un autre effet hautement négatif et directement responsable de la désertification est le déboisement des zones surélevées (le "planalto") pour la création de ces nouvelles plantations. De plus la déforestation causée par ces deux types de plantation non seulement depuis des années favorise de plus en plus le phénomène de la désertification, mais aussi elle va favoriser la sédimentation sur les régions de mangroves. Durant la saison de pluie, ces matières lessivées descendent librement du planalto, s'accumulent en contrebas et vont amorcer un processus chimique qui cause l'acidification de terrains cultivables.

Par ailleurs et étant donné qu'il n'y a pas une source valide et soutenable de gain alternatif beaucoup de gens sont obligés de recourir à la vente de charbon pour survivre. Cela contribue à nouveau au processus de déforestation. En effet des zones de plus en plus vastes sont déboisées pour se procurer le bois pour faire du charbon.

L'épilogue de la destruction de zones boisées, même si c'est pour des raisons de survie, est tristement connu dans d'autres zones du monde et de l'Afrique. Par exemple nous pouvons rappeler ce qui s'est passé en Tanzanie dans la région de Dodoma où LVIA travaille depuis de nombreuses années et où en seulement vingt ans une zone abondante en arbres est devenue aujourd'hui une savane aride à cause des incendies volontaires et de la coupe de bois.

ZONE D'INTERVENTION

Guinée-Bissau, Région de Cacheu



TYPE D'ACTIONS REALISEES

Les objectifs visés par le projet :

- diminuer l'exploitation de la couverture forestière en région Cacheu;
 - améliorer l'exploitation des zones non boisées, notamment les rizières de « bolanhas » et les périmètres maraîchers en région Cacheu;
 - remplacer dans les zones d'intervention les gains de la vente de charbon avec la vente de produits maraîchers.
- Les activités prévues par le projet se sont déroulées autour de 3 secteurs d'intervention : la riziculture, le maraîchage, et le renforcement des capacités des associations.



RESULTATS OBTENUS

- 560 ha de terres récupérés/ surfaces « désalinisés » sur 9 sites au profit de 16 villages. Les superficies ont été estimées à l'aide d'un GPS.
- 9 magasins de stockage
- 2 cycles de culture de riz réalisés : campagne 2007-2008, 5 tonnes de semences ont été distribuées pour environ 72 ha de culture de riz. La production espérée est de 1,5 tonnes à l'hectare
- 14 puits construits
- 14 jardins (35 ha) mis en place et 3 cycles de production (2006, 2007, 2008) au profit d'environ 400 personnes
- Trois comités de gestion mis en place
- Diverses formations



ELEMENTS DE CAPITALISATION & LEÇONS APPRISSES

Une des contraintes dans le développement des activités prévues par le projet a été le manque de main d'œuvre causé par les émigrations des jeunes qui quittent les zones rurales pour la capitale, ce qui a fait que la plus part des bénéficiaires qui ont contribué au travaux d'aménagement des « bolanhas » de mangrove ont été constitués par des personnes âgées.

Pendant la première année, l'intervention du PAM à soutien des villages à travers du programme food-for-work a mobilisée plus de 500 personnes (en faisant aussi rentrer les jeunes de la capitale), mais le programme lancé par le PAM n'a pas continué les années suivantes.

Certain travaux de reconstruction des digues requerrait l'utilisation de machines qui n'était pas disponibles dans le pays.



POINTS A APROFONDIR OU QUESTIONS

A SUSPENS

- La difficulté liée à l'entretien des digues peut être une source de démotivation à moyen terme
- L'ONG réalisera une étude de best-practices/leçons apprises sur la thématique de la récupération des bolanhas de Mangrove.

NOM DE L'ONG/ASSOCIATION

LVIA – Association International de Volontaires Laïcs

ADRESSE/CONTACTS

Guinée Bissau :
Mme Barbara Frattaruolo
lviagb@yahoo.it

Italie :
M. Giovanni Armando
progetti@lvia.it



PROJET "AMENAGEMENT ET GESTION DES RESSOURCES NATURELLES SUR L'ILE DE TIMBAGOUN

PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS

Initiative Régional " Environnement Mondial et Lutte
Contre la Désertification en Afrique de l'Ouest"
(IREMLCD) et Communauté bénéficiaire (APHN)

COUT ET FINANCEMENT

Coût total : 27 912 500 F C FA. (42 552.331 Euros)

- Contribution du CILSS :
19 448 500F CFA/ 42 615 Euros) (69,68%)
- Contribution des bénéficiaires:
8 464 000F CFA / 12903 Euros (30,32 %)

MOTS CLES

Pépinière ; Reboisement ; maraichage ; fixation berge,
construction anti- ouvrage, collecte jacinthe d'eau

CONTRAINTES LOCALES EN

Matière de désertification/GRN

L'incidence de la sécheresse sur l'écosystème de l'île s'est marquée par une baisse notable du niveau des crues qui permettait dans le passé l'exploitation des terres en riziculture et en arboriculture et en faisait une zone de frayère et de capture substantielle de poissons. Ce qui est remarquable c'est que sur l'île dans certaines situations, la même parcelle permettait au moment de l'inondation une exploitation simultanée de trois produits : riz, fruits des arbres et poisson.

L'évènement de la sécheresse a entraîné une disparition des zones de frayère par la dégradation de la végétation aquatique, la réduction des captures par l'insuffisance de l'inondation, la mortalité de beaucoup de pieds d'arbres fruitiers (mangnifera indica, agrumes et mêmes des essences forestières et de la réduction de l'espace rizicole et du maraîchage.

ZONE D'INTERVENTION

L'île de Timbagoun Quartier sans fil berge du fleuve
Niger Commune II District de Bamako



TYPE D'ACTIONS RÉALISÉES

Fixation berges, création pépinière, reboisement, maraîchage, collecte et transport de la jacinthe d'eau et compostage, installation de dique anti-érosive

RESULTATS OBTENUS

- 1000 m de berges fixées, 10 ha reboisés en eucalyptus, neem ,
- 5 ha en agrume orangers, goyaviers, citronniers, mandariniers (1200 pieds)
- 486 plants de manguiers ;
- installation d'une digue anti-érosive ;
- 90 fosses compostières pour la transformation des jacinthes d'eau en humus



ELEMENTS DE CAPITALISATION & LEÇONS APPRIS

- Le renforcement des compétences techniques et organisationnelles de l'ONG, surtout son organisation au niveau local par rapport aux bénéficiaires a favorisé une meilleure appropriation du projet (activités) ;
- L'exécution d'un tel projet en milieu péri-urbain sur un environnement souvent fragile et faisant l'objet de convoitises diverses ;
- La forme plurielle de la polyculture concernant les condiments, les légumes, les produits maraîchers mais aussi des cultures de contre-saison grâce au retrait des eaux d'inondation ;
- Un exemple de diversification pour les communautés de pêcheurs trop focalisées sur la pêche (efficacité écologique et économique et au niveau des exploitations) ;
- La gestion au niveau du projet doit toujours être faite avec des compétences réelles et avec un suivi rigoureux.



POINTS A APROFONDIR OU QUESTIONS A SUSPENS

- Fixation mécanique des berges à approfondir
- Aménagement de la zone de frayère et de capture substantielle de poissons
- La convention locale élaborée est juste au niveau de l'Association suivre le dossier afin d'établir un texte juridiques régissant les ressources par l'autorité compétente.

NOM DE L'ONG/ASSOCIATION

ASSOCIATION DES PÊCHEURS DU HAUT NIGER APHN



ADRESSE/CONTACTS

Président Gaoussou DJIRE pêcheur Siège :
Niarela rue 145 porte 270 Commune II
District de Bamako Face Bank of Africa
Tél : 00223 2021-53-25 / 00223 66898284

PRODUCTION DE BOIS DE CHAUFFE ET RESTAURATION DE PÂTURAGES DUNAIRES A TOMBOUCTOU AU MALI

PARTENAIRES TECHNIQUES

ET FINANCIERS

- IRMLCD/CILSS
- Secrétariat Technique Permanent/Ministère de l'Environnement et de l'Assainissement du Mali (MEA)
- Commune urbaine (Mairie de Tombouctou)
- Commune rurale de ALAFIA (Région de TOMBOUCTOU)
- ONG AMEN et les associations locales et groupements de Tombouctou
- Association LINGO (12 femmes/2 hommes)
- Association LELINDA (45 femmes/2 hommes)
- Association ANNOURA (17 femmes/2 hommes)
- Groupement d'Intérêt Économique ESPÉRENCE (23 femmes/4 hommes)
- Fraction nomade touareg de INFAZOUANE (248 habitants)

COUT ET FINANCEMENT

BUDGET TOTAL: 99.750 Euros (100%)

- Financement IRMLCD : 58.175,13 Euros (58,3%)
- Contribution ONG AMEN : 28.113,54 Euros (28,2%)
- Contribution Populations : 13.461,32 Euros (13,5%)

MOTS CLES

Sécheresse, dégradation des terres, reboisement, manque d'eau, désertification, genre, environnement, ensablement, pâturages dunaires divagation des animaux

CONTRAINTES LOCALES EN

MATIERE DE DESERTIFICATION/GRN

- Pluviométrie très faible (300 mm/an), mal répartie dans le temps (dure moins de 2 mois)
- Pauvreté des sols
- Nappe phréatique très profonde et les eaux très minéralisées (peu de remontées capillaires).
- Fréquence et vitesses élevées des vents avec des températures proches des 45 degrés Celsius

ZONE D'INTERVENTION

Commune urbaine de Tombouctou et commune rurale de Alafia, Région de Tombouctou, Mali



TYPE D'ACTIONS RÉALISÉES

- composante 1 : production de bois de chauffe et de services
- composante 2 : restauration de pâturages dunaires
- composante 3 : production maraîchère

RESULTATS OBTENUS

- Résultat 1 : 10/30 ha reboisés (en Eucalyptus 90% et Prosopis 10%)
- Résultat 2 : 2/20 ha ensemencés (en Cenchrus 70%, en Panicum 25% et 5% en Balanites)
- Résultat 3 : 1.5/6 ha de maraîchage (pommes de terre 70%, oignons 20% et tomates 10%)



ELEMENTS DE CAPITALISATION & LEÇONS APPRISSES

- Transfert de compétences par AMEN au profit des associations et groupements bénéficiaires en intermédiation sociale concernant la gestion des points d'eau (Hygiène et assainissement, gestion financière et comptable, participation des populations, etc).
- Transfert de capacités en maîtrise d'ouvrage par AMEN au profit des associations et groupements bénéficiaires (Maîtrise d'oeuvre, plans et devis, choix et commandes des équipements et matériels appropriés pour l'exhaure de l'eau, techniques du goutte à goutte, du reboisement, de la maintenance des ouvrages hydrauliques, etc).
- Initiation des acteurs locaux par AMEN à la gestion des ressources et à la coordination des activités du projet (planification, mise en oeuvre, suivi et évaluation), développement de partenariats nouveaux, initiation de l'entrepreneuriat féminin à la production et la gestion de la vente du bois, etc.
- Appui à la formation technique et technologique (techniques de reboisement et d'ensemencement de dunes, techniques de goutte à goutte, fonctionnement et maintenance des motopompes, canalisation et fonçage de puits, etc.).
- Comme leçon apprise, c'est la capacité à intégrer le contexte d'un environnement extrême pour lequel, la MAITRISE DE L'EAU conditionne tout progrès ou développement. En effet, les questions d'eau constituent une condition critique à régler avant toute chose et pour tout projet qui veut s'implanter dans la Région de TOMBOUCTOU.
- Enfin, l'ensemencement de pâturages dunaires n'est toujours pas une réponse appropriée à la demande de fourrages pour le bétail, dans cet environnement désertique qu'est celui de la zone de TOMBOUCTOU. L'approche restauration des pâturages dunaires doit être conçue au moins sur 3 ans. L'échec de restauration des pâturages dunaires aura le mérite de montrer sa complexité en zone sahélienne nord.

POINTS A APROFONDIR OU QUESTIONS A SUSPENDS

Malgré un taux de réussite très faible pour le reboisement (33%) et presque nul pour l'ensemencement des pâturages dunaires (étroitement dépendant de la pluviométrie) et le maraîchage, la motivation et l'engagement des acteurs terrain ne se sont pas émoussés.

- Le Projet continue toujours, avec les 2 associations sur 4 et la Fraction Infazouane, grâce au soutien technique de l'ONG AMEN.
- Qu'en est-il de la reprise de l'intervention de IREMLCD/CILSS ? suspendue depuis juillet 2007 ?

NOM DE L'ONG/ASSOCIATION

ONG AMEN (Alliance au Mali pour l'Environnement)
Rue 402 Porte 39, Dravela-Bolibana, Bamako (Mali) ;
BPE: 2756



ADRESSE/CONTACTS

M. Ibrahima BA, Directeur ONG AMEN
Tél.: (223) 20293020/7639-4447 ;
adresse e-mail : ong.amen@yahoo.fr



APPUI AU REBOISEMENT ET A LA REHABILITATION DU GOMMIER DANS LES COMMUNES DE FASSOUBEDE ET DE GUETEMA

PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS

IREMLCD, Woiyo Kondeye, Service local de la conservation de la nature, Commune de Fassoudébé et Commune de Guetéma

COUT ET FINANCEMENT

Coût total : 38 284 730 FCFA / 58 450 Euros

- IREMLCD/ CILSS : 19 918 800 F CFA / 30 410 Euros
- ONG Kondeye : 6 521 930 FCFA / 9 957 Euros
- Bénéficiaires : 11 844 000 FCFA / 18 082 Euros

MOTS CLES

Gommier, création pépinières, formation, aménagement points d'eau, reboisement

CONTRAINTES LOCALES EN MATIERE DE DESERTIFICATION/GRN

Le cercle de Nioro du Sahel est situé au Nord-Ouest du Mali. Le processus de désertification, qui s'est instauré dans la zone depuis les grandes sécheresses des années 1970 a entraîné une baisse de la pluviométrie, une détérioration croissante du climat qui a eu des conséquences néfastes sur l'économie, la végétation et les animaux. Au plan de la végétation, les sécheresses cycliques et presque endémiques dans la zone ont entraîné la disparition de la quasi-totalité des formations forestières. Aujourd'hui, beaucoup d'espèces comme le gommier ont presque disparu, alors que ces espèces contribuent au maintien de la fertilité et de la protection des sols et peuvent aussi réduire la sécheresse en créant un microclimat favorable à l'environnement socio-économique avec la récolte et la vente de la gomme arabique.

TYPE D'ACTIONS REALISEES

Formations/sensibilisations, Etude sur la filière gomme arabique, installations de pépinières, reboisement, réalisation d'infrastructures (puits, centre de formation)

ZONE D'INTERVENTION

les communes de fassoudebe, guetema et nioro, (cercle de nioro).



RESULTATS OBTENUS

- Une étude réalisée sur la filière gomme arabique dans 14 villages de la zone du projet
- Un centre construit et équipé
- Quatre pépinières communautaires mises en place dans les villages de : Nioro, Fassoudébé, Djoba et Haoudia
- 3008 plants produits dans les pépinières : gommier, baobab, jujubier, moringa, eucalyptus, fourragères et flamboyant.
- 8 ha reboisés en semis direct dans 8 villages
- 14 comités de gestion mis en place dans chaque village
- 28 personnes dont 15 femmes ont été formées en : production de plants, l'auto-organisation, la gestion des pépinières, les techniques de réalisation de pare-feux, la préparation de compostage et les techniques de Zaï
- 2 puits à grand diamètre ont été réalisés à Nioro et à Fassoudébé
- Changement de perception par rapport à la lutte contre la désertification considérée comme activité des hommes avec l'implication des femmes
- Amélioration du statut des femmes impliquées dans le projet par l'acquisition de nouvelles compétences et l'amélioration de leur revenu
- Existence d'un vivier de pépiniéristes hommes et femmes dans la zone du projet

ELEMENTS DE CAPITALISATION & LEÇONS APPRIS

- Faible niveau conceptuel du projet. En effet, l'étude de référence et d'analyse n'a pas permis de situer la réalité de la dynamique sociale en matière de GRN et de réhabilitation des zones de gomme arabique (la gomme arabique n'est pas un objectif ni une préoccupation des villages retenus ou vivent des communautés essentiellement pastorales ;
- Le choix technique (semis directs des semences d'acacia senegal) n'était pas approprié en fonction de la nature du terrain et des effets de divagation des animaux ;
- Les relations difficiles avec le service local de la conservation de la nature ont eu un effet négatif sur la mise en œuvre du projet ;
- Initiation des acteurs locaux à la gestion des ressources naturelles. Le projet a beaucoup contribué à la participation au réveil des villageois essentiellement des éleveurs transhumants pour la problématique de la GRN et de la LCD et à l'identification des personnes et des groupes engagés dans une approche de lutte contre la pauvreté et la sécurité alimentaire.

POINTS A APROFONDIR OU QUESTIONS A SUSPENS

- Technique de semis direct de acacia senegal à approfondir

NOM DE L'ONG/ASSOCIATION

Woiyo Kondeye



ADRESSE/CONTACTS

EX – ASACOSO Sogoniko
Rue : 114 – Porte : 590
Tél : 762 24 68



PROJET INTEGRE D'AMENAGEMENT DE LA MARE DE MAHMOUDA

PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS

ASEAV, population locale, et IREMLCD

COUT ET FINANCEMENT

Première phase :

Coût total du Projet : 59 546,33 Euros

Contribution du CILSS : 41 326,66 Euros

Contribution des populations : 5 523,33 Euros

Contribution de ASEAV : 12 696,33 Euros

Deuxième phase

Coût total du Projet: 114 666 Euros

Contribution du CILSS : 77 302 Euros

Contribution des populations : 23 518 Euros

Contribution de ASEAV : 13 846 Euros

MOTS CLES

Pérennisation de la mare, réhabilitation d'une zone humide, renforcement des capacités des populations, gestion durable des ressources partagées, aménagements hydro-agricoles, aménagements antiérosifs, fixation des dunes, convention locale.

CONSTRAINTES LOCALES EN MATIERE DE DESERTIFICATION /GRN

La mare de Mahmouda est une grande plaine inondable bordée à l'ouest de collines rocheuses inclinées qui se prolongent vers la mare. Elle est bordée au nord par une grande zone de dunes continentales sur des plaines peu élevées.

La mare reçoit son eau de quatre directions :

- Une direction sud-est qui prend sa source au Mali, l'oued qui charrie ses eaux passe par Bougadoun distant de 100 Km;

- Une direction sud passant par Bou Messaouda situé à 137 Km, ces eaux proviennent également du Mali;

- Une direction nord-est passant par Maghta Teichtayé situé à 80 Km qui prend sa source sur les hauteurs du Dahr Néma et fournit les plus grands débits;

- Une direction Est qui passe par Oum El Bez (Moughataa d'Amourj) situé à 150 Km, cet oued prend également sa source au Mali.

De par sa superficie (16 200 ha), Mahmouda est la plus importante des zones humides de l'est mauritanien. A l'intérieur de la mare poussent des plantes aquatiques comme le typha sp et le nymphéa lotus. Quatre localités sont riveraines à la mare.

La mare de Mahmouda abrite une biodiversité exceptionnelle et est par conséquent une zone privilégiée de reproduction pour de nombreuses espèces animales et végétales.

Elle joue également un rôle économique vital pour les populations rurales avoisinantes ou résidentes.

En effet, deux cent (200) ménages y pratiquent l'agriculture et plus de douze mille (12 000) têtes de bétail s'y abreuvent.

Voilà les raisons qui expliquent que la survie de la mare est sévèrement menacée par des facteurs anthropiques et physiques (sécheresses récurrentes, principalement). En effet, la gestion « minière » des ressources par les populations et l'absence d'une stratégie de développement local et de gestion concertée de la mare se traduit par une disparition progressive de la végétation ligneuse et herbacée et l'envahissement des terres par *calotropis procera* (espèce indicatrice de l'ampleur de la désertification). Cette situation s'amplifie avec la péjoration climatique (persistance de la sécheresse), les coupes abusives des peuplements existants pour la construction des clôtures, enclos, tentes, hangars, la production du charbon de bois, la non effectivité du transfert de la gouvernance des ressources naturelles aux collectivités, la faiblesse du niveau d'organisation des producteurs et le surpâturage aux alentours de la mare.

TYPES D'ACTIONS REALISEES

Entre décembre 2005 et mars 2007 la première phase du projet a consisté à :

- Fixer mécaniquement et biologiquement des dunes ;
- Réaliser de diguettes ;
- Protéger l'embouchure de la mare ;
- Mettre en place des comités de gestion ;
- Elaborer des règles de gestion des ressources naturelles.

Dans la phase de consolidation (2008-2009) les actions suivantes ont été réalisées:

- Le renforcement de la fixation dunaire;
- La réalisation d'ouvrages de lutte antiérosive (seuils de ralentissement);
- L'enrichissement du bouchon végétal et le renforcement de la mise en défens ;
- La construction de nouvelles digues avec ouvrages de vidange.

ZONE D'INTERVENTION

La mare de Mahmouda

est située à 20 km à l'ouest de Néma (16°18' - 16°31' N ; 7°31' - 7°44' ouest).

Elle est localisée dans la Wilaya du Hodh Chargui (Moughataa de Néma, commune de Bériveva) à l'est de la Mauritanie.



RESULTATS OBTENUS

- 45 ha de dunes fixées mécaniquement et biologiquement ;
- 20 ha clôturés pour la protection de l'embouchure de l'oued et gardiennés ;
- 06 digues réalisées dont 03 améliorées avec ouvrages de vidange ;
- Mise en place de comités de gestion dans 03 villages ;
- Des règles de gestion élaborées et soumises aux autorités compétentes pour approbation ;
- 03 seuils de ralentissement construits pour faire face aux ruissellements ;
- Réhabilitation et renforcement de 2 digues (Djegré 1 et Djegré 2) avec ouvrage de vidange et construction d'une nouvelle digue à Aweinat. La superficie inondable des 2 digues réhabilitées est de 100 ha et celle d'Aweinat est de 128 ha ;
- 01 puits réhabilité ;
- 300 personnes sensibilisées sur les actions entreprises par le projet au niveau de la mare ;
- Amélioration de la biodiversité animale (canards du paléarctique occidental et afro-tropicaux, sarcelles d'été, canards souchet, canards dendrocynes veufs) et ichtyologique (multiplication du *protopterus annectens*).

ELEMENTS DE CAPITALISATION ET LEÇONS APPRIS

- Les ouvrages mis en place permettent de lutter contre le ravinement et de ralentir la force d'écoulement des eaux vers la mare et les cuvettes cultivables des 3 villages. Ces aménagements protègent avec efficacité les sols et les diguettes aval évitent le ravinement des terroirs villageois ;
- Les trois (03) digues (Djegré 1, Djegré 2 et Aweinat) avec leurs ouvrages de vidange réhabilitent les superficies inondables (environ deux cent vingt huit hectares). Ceci permet d'entretenir des cultures (mil, sorgho, haricot, courges) avec des rendements très élevés, autrement dit des actions de lutte contre la pauvreté et contre la désertification à travers des aménagements hydro agricoles ont été menées avec succès.
- La sensibilisation et la formation des populations permettent de mieux construire des ouvrages (seuils de ralentissement et digues) et de mener les activités de fixation des dunes ;
- Le renforcement du plan d'eau permet de mener des activités de pêche. En effet, de trois (03) pêcheurs avant la mise en place du projet, le nombre de pêcheurs avoisine une centaine présentement, donc il y a augmentation des possibilités de capture.

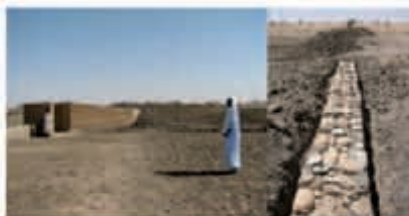
POINTS A APPROFONDIR ET QUESTIONS

A SUSPENS

- Renforcer le développement des comités villageois en mettant surtout l'accent sur les capacités organisationnelles ;

- Cibler les zones à traiter et le type de matériel à utiliser pour la fixation dunale ;
- Sensibiliser, informer et impliquer davantage les acteurs de la convention locale dans la définition des rôles et responsabilités pour une bonne conduite de cette composante et la durabilité des actions de protection de la mare. La convention locale devrait également élargir sa base sociale en intégrant les transhumants qui séjournent régulièrement dans la zone ;
- Mettre à profit les richesses halieutiques de la mare en appuyant les groupements de femmes et de jeunes dans les villages riverains ;
- Gérer de façon concertée les ressources de la mare ;
- Initier des initiatives de tourisme durable autour de la mare en lien avec les sites historiques environnants (Koumbi Saleh, Aoudagost, Walata, etc.).

NOM DE L'ONG/ASSOCIATION : l'Association pour la Sauvegarde des Espèces Animales et Végétales en Voie de disparition en Mauritanie (ASEAV)



ADRESSE/CONTACTS

Néma/ Mauritanie

Tél. 00222 6123233 / 00222 647 65 96

Email : aseav2001@yahoo.fr



PROJET PILOTE DE LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION ET LA PAUVRETE DANS LE WILAYA DU BRAKNA, MOUGHATAA D'ALEG, COMMUNE DE MALE

PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS

ANDS, population locale, MDRE, FLM et IREMLCD

COUT ET FINANCEMENT

Coût total : 193 169,9 EURO

- Contribution du CILSS : 81 837,67 EURO
- Contributions de ANDS/Bénéficiaires : 43 333,33 EURO
- Contribution MDRE/DEAR : 5 500 EURO
- FLM : 16 666,6 EURO

MOTS CLES

fixation mécanique et biologique des dunes, désensablement/protection des infrastructures, reboisement, mise en défens, réhabilitation de digues, lutte contre la pauvreté

CONSTRAINTES LOCALES EN MATIERE DE DESERTIFICATION/GRN

La zone de Brakna est soumise à un climat désertique (50 à 200 mm d'eau/an). Sur la base des données climatiques disponibles sur une période de 30 ans (1971-2000) la Wilaya du Brakna subit une péjoration des conditions climatiques qui se traduisent par :

- Une diminution des quantités de pluie.
- Une augmentation de la fréquence des périodes sèches.
- Une augmentation de l'évaporation.

Cette péjoration s'accompagne d'autres phénomènes tels que :

- Ensablement des infrastructures socio-économiques.
- Dégradation des sols.
- Faible rendement des cultures
- Disparition de la flore et de la faune

TYPE D'ACTIONS REALISEES

- Mise en défens d'une gomméraie
- Fixation de dunes
- Réhabilitation de digues
- Désensablement des infrastructures
- Promotion d'activités génératrices de revenus
- Construction de puits busés
- Renforcement de capacité

ZONE D'INTERVENTION

Wilaya du Brakna



RESULTATS OBTENUS

- Fixation de dunes (6 000 mètres linéaires de fixation mécanique des dunes)
- Désensablement de 6 000 m³ de sable (Ecole et infrastructures sociales accessibles dans le village de Blekhtair)
- 63 digues élevées qui ont permis d'augmenter et de diversifier les cultures
- 6 ha de gommier mis en défens
- 20 ha de forêt génératrice de revenus mis en défens et autogérés
- 4 puits busés
- 6 ha de maraîchage
- Une étude d'identification d'AGR menée et 13 microprojets effectivement en route après deux années sur 16 financés initialement
- Création de 6 comités villageois et d'un comité inter-villageois de gestion
- Tenues d'un séminaire et de 4 rencontres inter-villageoises
- 255 personnes formées dont 130 femmes aux techniques de lutte contre l'ensablement et alphabétisées



PROJET DE REHABILITATION D'UN ESPACE COMMUNAUTAIRE DEGRADE A BAREINA

PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS

ADD
Population locale
MDRE
PAM
IREMLCD

COUT ET FINANCEMENT

Coût total : 188 664 Euros

- Contribution du CILSS : 92 540 Euros
- Contributions de ADD : 17 750 Euros
- Contributions des bénéficiaires : 44 800 Euros
- Contribution MDRE/PAM : 33.574 Euros

MOTS CLES

fixation mécanique et biologique des dunes, protection des infrastructures, reboisement, gomme arabique

CONTRAINTES LOCALES EN MATIERE DE DESERTIFICATION/GRN

Comme la plupart des pays du Sahel, la Mauritanie a durement subi les méfaits des sécheresses consécutives des années 70 et 80 qui ont entraîné des mutations profondes des formes d'organisation et de gestion de l'espace. Parmi ces conséquences, on peut citer une dégradation de l'environnement qui a entraîné une réduction substantielle des potentialités de productions agricoles et une érosion marquée de la biodiversité. La commune de Bareina fait partie des régions qui ont le plus subi les effets de ce phénomène. Le profit historique de la commune de Bareina est marqué lors des années 70 et 80 par une grande sécheresse durant laquelle la collectivité a été envahie par les dunes de sable détruisant ainsi un grand nombre de maisons.

TYPE D' ACTIONS REALISEES

- Mise en défens d'une gommaraie
- Fixation de dunes
- Reboisement
- Renforcement de capacité

RESULTATS OBTENUS

- Mise en place d'un comité local de gestion et formation du comité local (1 atelier de 3 jours au bénéfice d'une trentaine de personnes) ;
- 1 pépinière
- 80 000 plants produits
- 2 dunes principales surplombant le village fixées dont le reboisement de 40.000 plants sur la dune de la zone Est
- Mise en défens de 65 ha de gommaraie à réhabiliter dont 40 ha clôturés

ZONE D'INTERVENTION

Bareina



ELEMENTS DE CAPITALISATION & LEÇONS APPRIS

- Un espace caractérisé par la stabilisation complète des dunes et un début de retour de la végétation ;
- Une mise en défens qui a contribué à la reconstitution rapide de l'espace protégé ;
- Le renforcement des capacités techniques et organisationnelles des bénéficiaires gage d'une appropriation de l'investissement par la collectivité ;
- L'intérêt accordé à la fixation biologique s'explique par le fait que le choix des espèces permet de générer des revenus, grâce à la production de la gomme arabique ;
- L'aménagement de la ceinture verte ouvre des perspectives de développement du maraîchage dans l'espace protégé par ce nouveau couvert végétal ;
- Dans un tel environnement (2 mois de pluies et moins de 200 mm de pluies par an), la maîtrise (disponibilité) de l'eau conditionne la réussite de toute action de cette envergure.

POINTS A APROFONDIR OU QUESTIONS A SUSPENS

- Recherche d'une solution durable à la question de l'approvisionnement en eau.

NOM DE L'ONG/ASSOCIATION

Association pour le Développement Durable (ADD)



ADRESSE/CONTACTS

BP : 4848 Nouakchott

Tel : 222 529 65 52 / 222 633 08 84

Fax : 222 525 34 35



ELEMENTS DE CAPITALISATION & LEÇONS APPRIS

- En termes de CES DRS, l'impact est assez important : La rétention d'eau a permis la diversification des cultures : le système traditionnel ne permettait de cultiver que du mil. Avec les aménagements du projet, les agriculteurs peuvent désormais faire pousser le mil en périphérie, le maïs en zone plus humide ainsi que des courges et du niébé
- L'émergence d'une mise en défens autogérée et génératrice de ressources financières : les jujubes sont vendues 200 UM (0,6 Euros) le litre, les gousses pour les tanneries 400 UM (1,2 Euros) le kilo et la gomme arabique entre 500 et 1 000 UM (1,5 à 3 Euros) le kilo
- Le désensablement est une opération très coûteuse car il faut faire déplacer un bulldozer dans des villages isolés. De plus, si la zone désensablée est entourée de dunes qui n'ont pas été fixées, l'impact sera limité dans le temps.

POINTS A APROFONDIR OU QUESTIONS A SUSPENS

- Une étude évaluant la production économique de la forêt du village d'Erredh et analysant le système de gestion adopté.

NOM DE L'ONG/ASSOCIATION

Association Nationale pour le Développement et le Secours (ANDS)



ADRESSE/CONTACTS

Nouakchott
Tél : + 222 6418807
Email : ands_net@yahoo.fr



TRAITEMENTS DES BASSINS VERSANTS ET KORIS DE YOURI, KAHE, BOYANGA, BOTARE ET GUILLEHEL

PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS

IREM LCD / CILSS,

Population bénéficiaires : Commune Rurale de Youri,
CONA – CILSS, CNEDD

COUT ET FINANCEMENT

Coût total des projets : 150 307 187 FCFA financé en deux (2) phases de deux (2) ans chacune
Convention n°13 /FFEM/IREMLCD/2005 d'un montant de cinquante millions six cent trente sept mille cinq cent soixante douze (50 637 272) francs CFA et vingt deux millions sept cent cinquante sept mille deux cent (22 757 200) francs par les bénéficiaires

MOTS CLES

Pépinière ; Reboisement ; maraîchage ; fixation berge, construction anti-ouvrage, collecte jacinthe d'eau

CONTRAINTES LOCALES EN MATIERE DE DESERTIFICATION/GRN

Jadis luxuriante, la zone du projet était soumise aux actions combinées des phénomènes naturels et humains à la base de forte dégradation de l'écosystème. Ces actions combinées engendraient l'accélération de la propagation de l'érosion tant éolienne que hydrique, et la perte de milliers de tonnes de terres arables chaque année, arrachées et emportées à travers les vents et l'écoulement des eaux drainées par les ravines et les koris représentant des menaces pour les habitations et les terres productives des bas-fonds et vallées.

Les conséquences directes étaient la glacification des plateaux, la dégradation des terres de bassins versants et l'ensablement des bas-fonds d'où la réduction de la production et donc déficits chroniques aussi bien alimentaires que fourragers. Les pertes économiques dues à l'érosion se manifestaient sur plusieurs plans : la perte de fertilité, la disparition des surfaces cultivables et la dégradation des bilans hydriques (manque de recharge des nappes souterraines, inondation des bas fonds...). L'érosion a aussi des répercussions sur la vie sociale.

ZONE D'INTERVENTION

Traitement des bassins versants et koris, banquettes, tranchées forestières, plantation des arbres, réensemencement de graminées,



TYPE D'ACTIONS RÉALISÉES

Réalisations de banquettes et des tranchées forestières, réalisation des seuils en gabions et en pierres sèches et plantation d'arbres.

RESULTATS OBTENUS

- 400 ha de banquettes réalisées
- 47 ha de tranchées confectionnés
- 60 seuils en gabions ayant permis de freiner la vitesse des eaux
- 40 000 arbres plantés
- 50 paysans formés en technique de pépinière,
- Une pépinière villageoise de 82 616 plants.



ELEMENTS DE CAPITALISATION & LEÇONS APPRIS

L'exécution du présent projet nous a permis de tirer un certain nombre d'enseignements :

- Au plan technique : techniques de lutte contre la désertification par la combinaison de plusieurs moyens de lutte anti-érosive, l'approche bassin versant dont la mise en place du réseau commence de l'amont vers l'aval,
- Au plan institutionnel et organisationnel: susciter une compréhension des producteurs et leur engagement à bien gérer les ouvrages de façon pérenne. Ainsi on retient les éléments d'approche : la formation et l'éducation des agents de terrain sur une méthode d'approche adéquate du monde rural, la sensibilisation qui vise à amener la population à apprécier son environnement à différentes échelles de temps en lien avec les activités agricoles, les mesures incitatives « cash for work » prenant en compte les besoins prioritaires des populations.
- En, on retient que les dispositifs anti-érosifs doivent répondre aux exigences suivantes : les aménagements ne doivent pas être ponctuels et limités aux seuls dispositifs anti-érosifs, éviter les transpositions inadaptées aux conditions physiques et socio-économiques du milieu et enfin l'homme doit être placé au centre de toutes les actions de développement à entreprendre.

POINTS A APROFONDIR OU QUESTIONS A SUSPENS

- Traitement des berges de koris
- Poursuite et pérennisation des actions
- Gestion des arbres plantés

NOM DE L'ONG/ASSOCIATION

FEDERATION - MARHABA



ADRESSE/CONTACTS

BP 11 146 Niamey – Niger
Tél : 20 73 58 10 / 96 89 79 93
Email : ex.com@intnet.ne



AMENAGEMENT DU BASSIN VERSANT ET DE LA MARE DE TAFAGOU

PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS

IREM/LCD/CILSS- Communautés bénéficiaires

COUT ET FINANCEMENT

Coût total : 97 762 530 F C FA, (149 038 Euros) en deux conventions de financement à savoir :

- la CF N° 32/ FFEM/IREM LCD/CILSS d'un montant total (31 880 392) F CFA, (48 601 Euros) et

- la CF N° 38/ FFEM/IREM LCD/CILSS de consolidation et de prise en compte du bassin versant restant d'un montant de (29 974 741) F CFA, (45 696 Euros)

Répartition des financements

- Contribution du CILSS : 61.852 105 F CFA, (94 297 Euros) (63, 23%)
- Contribution des bénéficiaires: 35 910 425 F CFA (36,77 %)

MOTS CLES

Aménagement (CES/DRS : grandes banquettes, demi-lunes, cordons pierreux, digues filtrantes, gabions), réensemencement de graminées annuelles, surcreusement du lit mineur, réalisation de radier et reboisement.

CONTRAINTES LOCALES EN MATIERE DE DESERTIFICATION/GRN

Les sécheresses récurrentes des années 1974, 1984 ...ont poussé les communautés locales sédentaires à essayer l'élevage et les pasteurs nomades jadis éleveurs exclusivement à s'adonner à l'agriculture. Ces deux modes d'adaptation au fléau corrélé à un croît démographique élevé et à un cheptel de plus en plus nombreux ont accentué la pression sur les ressources naturelles de manière générale, plus spécifiquement au niveau du terroir de Tafagou, unique enclave pastorale partagée par plusieurs villages Songhoy et Tribus nomades.

Cette forte pression eut pour conséquence une capacité de charge supérieure à la normale, un déboisement massif du bassin versant de la mare ainsi que de sa galerie forestière. Alors, cela a entraîné une érosion hydrique et éolienne forte, découpant donc les terres arables avec pour corollaire un encroûtement du sol et un ensablement massif du lit de la mare dont les eaux de crue alimentent l'affluent Gorouol du fleuve Niger.

TYPE D'ACTIONS REALISEES

demi- lunes, banquettes, gabions, cordons pierreux, surcreusement lit mineur, réalisation de radier, digues filtrantes, réensemencement, reboisement, élaboration de convention locale.

ZONE D'INTERVENTION

TAFAGOU-GOROUOL/TERA/TILLABERI/NIGER



RESULTATS OBTENUS (ELEMENTS QUANTITATIFS AUTANT QUE POSSIBLE ET EFFETS CONCRETS)

- Demi-lunes intercalées aux banquettes : 55 ha, régénération du couvert végétal ;
- Banquettes : 189 ha, régénération du couvert végétal et amélioration de la biodiversité herbacée ;
- 20 ha de cordons pierreux, ralentissement de la vitesse de ruissellement des collines vers le restant du bassin versant ;
- Lit mineur de la mare sur creusé de 1 m, capacité de rétention de la mare améliorée ;
- 1 seuil radier, meilleur passage des usagers de la route et capacité de rétention de la mare améliorée environ 20 000 m3 en crue ainsi qu'une meilleure fréquentation de certaines espèces aviaires migratrices ;
- 2 seuils gabions, sédimentation au pied de l'ouvrage ;
- 22 digues filtrantes, sédimentation et freinage de l'apport de sable ;
- 1 Comité de Gestion (COGES) constitué et formé, début d'appropriation des réalisations ;



- 1 convention locale élaborée et validée, non encore adoptée et vulgarisée par les instances compétentes (Maire, Préfet) mais fait déjà l'unanimité chez les utilisateurs des ressources du terroir ;
- Autre effet concret : amélioration des revenus et freinage de l'exode rural (approche cash for work). En effet, par le passé les bras valides des communautés concernées étaient obligés d'aller en exode au Nigeria, Ghana, Côte d'Ivoire, ou ailleurs dans des grandes villes afin de compléter le budget familial mais avec les activités menées ils étaient dans leur quasi-totalité restés sur place. D'ailleurs lors des différentes évaluations tous ont affirmés grâce au projet avoir solutionnés certaines dépenses de souveraineté et parfois même thésaurisés.

ELEMENTS DE CAPITALISATION & LEÇONS APPRISES

- Banquettes et demi-lunes intercalées ainsi que la combinaison de plusieurs ouvrages CES/DRS selon la topographie du terrain. Il faut donc privilégier l'approche bassin versant dans le cadre d'un aménagement de mare ou de tout autre plan d'eau ;
- Interrelation lutte contre la désertification, migration et lutte contre la pauvreté, c'est-à-dire que de petites actions à l'échelle locale seront non seulement perçues comme des stratégies d'adaptation mais également des moyens de maintenir les communautés locales sur places en vue d'inverser les tendances ;
- Convention locale est une voie de promotion de la gouvernance locale des ressources naturelles ;
- Maîtrise d'œuvre délégué au groupe cible doit être encouragé comme moyen d'appropriation des techniques CES/DRS par les bénéficiaires locaux ;
- La durée des projets devrait être revue à la hausse (4 ans) pour permettre au population de s'appropriés les techniques ainsi que l'ensemble des mesures de pérennisation.
- Approche bassin versant permet d'apporter des réponses appropriées dans le cadre des aménagements de terroirs dégradés ;
- Appréciation positive de l'approche cash for work par les bénéficiaires ;
- Difficulté de réussite d'un boisement sur une aire pastorale ;
- Amélioration de la biodiversité herbacée et faunique (cas des oiseaux, quelques gazelles, petits rongeurs.)
- Appropriation des résultats nécessite un accompagnement en termes de renforcement des capacités des bénéficiaires à la fin du projet.

POINTS A APROFONDIR OU QUESTIONS

A SUSPENS

- Bornage de l'aire de parcours définie par la convention locale ;
- accompagnement dans la mise en œuvre de la convention locale ;
- Prise en compte de la convention locale dans les lois et les textes juridiques régissant les ressources naturelles, notamment le foncier ;
- revoir les modalités de cofinancement en fixant l'apport des communautés à 25%.

NOM DE L'ONG/ASSOCIATION

ONG_BOGOU



ADRESSE/CONTACTS

BP : 11. 542 NIAMEY
 Email: ong_bogou@yahoo.fr
 mamoudou27@yahoo.fr
 Cel: 96 98 15 61/96 89 79 23/
 20 74 04 58



RESTAURATION ET GESTION INTEGREE DE LA BANDE DE FILAOS DU LITTORAL NORD AU SENEGAL

PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS

Association des Unions Maraîchères des Niayes (AUMN), Services Forestiers, SOS Sahel International Sénégal - CILSS/FFEM

COUT ET FINANCEMENT

Budget projet : 229 071 843 Fcfa / 349 218 EURO

- CILSS/FEM : 32 961 770 FCFA / 50 250 EURO
- SOS Sahel International Sénégal : 50 803 770 FCFA / 77 450 EURO
- AUMN : 22 279 400 FCFA / 33 965 EURO
- Fondation ensemble : 112 988 639 FCFA / 172 250 EURO

MOTS CLES

Restauration des sols et gestion intégrée de la bande de filao

CONTRAINTES LOCALES EN MATIERE DE DESERTIFICATION/GRN

Au Sénégal, l'existence de la plantation massive de filaos «*Casuarina equisetifolia*» du littoral nord appelé « bande de filaos », constitue la principale condition de survie des populations de la zone éco géographique des Niayes. En effet, la constitution de cette bande le long de la zone côtière nord a permis la sédentarisation de 150 000 personnes, le développement d'activités économiques de grandes envergures (le maraîchage) et l'urbanisation. Réalisée par l'Etat du Sénégal à travers son service forestier à partir des années 70, avec l'appui de partenaires au développement tels le CRDI et l'USAID et la participation des populations riveraines, la bande de filaos s'étend sur une longueur de 182 Km allant de Dakar à Saint Louis et sur une largeur de 200 à 500 m. Aujourd'hui, après près de 50 ans, la bande a atteint sa phase de vieillissement et de fin de cycle de vie, ce qui pose le problème de son renouvellement et de son exploitation.

Les principales contraintes de la zone peuvent ainsi être résumées :

- Mobilité de dunes de sables et ensablement des cuvettes maraîchères unique zone de production au niveau des Niayes.
- Menace de disparition de la bande de filao à cause de son état de vieillissement avancé et les difficultés rencontrées dans la mise en oeuvre correcte
- Surexploitation de la nappe phréatique et menace de pollution (utilisation irrationnelle de l'eau et des pesticides)

ZONE D'INTERVENTION

La zone du projet se trouve à égale distance de l'axe Dakar - Saint Louis, elle s'étend sur 89 Km et couvre les trois localités suivantes :



- Mboro (au sud-ouest, dans la région de Thiès)
- Lompoul / Mer (au centre, dans la région de Louga)
- Thieppe (au centre nord, dans la région de Louga)
- Sag Sayéro (au nord, dans la région de Louga).

TYPE D'ACTIONS RÉALISÉES

- Renouvellement de la bande de filao
- Fixation des dunes
- Restauration des sols
- Renforcement de capacités



RESULTATS OBTENUS

- 6 pépinières équipées sont construites
- 200 hectares renouvelés dans la bande de filao avec 300 000 arbres plantés
- 174 fosses compostières réalisées
- 746 producteurs ont reçu des formations Techniques
- 757 outils/supports didactiques élaborés
- 9,5 hectares de dunes fixées
- 30 000 000 FCFA de bénéfices à partir de la commercialisation du bois issu du renouvellement de la bande de filao

ELEMENTS DE CAPITALISATION & LEÇONS APPRISSES

- Le mode de gestion de la bande de filao peut être un élément de capitalisation pour les autres forêts (délégation de la maîtrise d'ouvrage dans le plan d'aménagement de la bande),
- La durée du projet ne permet pas de faire une bonne appréciation des effets environnementaux
- Le volume des financements ne permet pas de prendre en compte certaines réalisations



POINTS A APROFONDIR OU QUESTIONS A SUSPENS

- Le renouvellement de la bande (4 unions encadrées sur 18)
- Le reboisement des aires dénudées ou fixation des dunes
- Les menaces de pollution de la nappe phréatique dues à l'utilisation des pesticides

NOM DE L'ONG/ASSOCIATION

SOS SAHEL INTERNATIONAL SENEGAL /
Association des Unions Maraîchères des Niayes (AUMN)

ADRESSE/CONTACTS

8, rue Robert Brun
Dakar BP : 5220 DK RP
Email : sossahelint@yahoo.fr
Tel : 33 822 42 54 / Fax 33 822 73 85



REGENERATION ET SAUVEGARDE DES RESSOURCES NATURELLES ET VALORISATION DES PRODUITS LOCAUX DANS L'ARRONDISSEMENT DE DIOULLOULOU

PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS

ONG COSPE (Coopération pour le développement des Pays Emergents),
IREMLCD/CILSS, APAD (Association des Planteurs de l'Arrondissement de Diouloulou) ; Services Locaux des Eaux et Forêts.

COUT ET FINANCEMENT

COUT TOTAL DU PROJET : 138 631 264 FCFA /
211 342,00 Euros

- CONTRIBUTION CILSS / IREMLCD : 63 931 537 FCFA /
97 463,00 Euros
- COSPE : 26 158 909 FCFA / 39 879,00 Euros
- CONTRIBUTION DE LA POPULATION:
48 540 818 FCFA / 74 000 Euros

MOTS CLES

Verger communautaire, Reboisement, Mangrove, Salinisation/acidification, érosion côtière, feux de brousse, Apiculture, Maraichage Transformation de fruits

CONTRAINTES LOCALES EN

MATIERE DE DESERTIFICATION/GRN

La dégradation des sols est devenue une contrainte majeure à la mise en valeur optimale du capital foncier. Le phénomène est dû à la salinisation / acidification des sols des bas fonds et bolongs, à la perte de fertilité consécutive au passage répété des feux de brousses à l'érosion pluviale des plateaux et terrasses, à l'assemblage des rizières, au recul de la berge sur les cotes suite, à l'érosion marine qui s'accompagne par endroits de phénomènes d'ensablement dunaire, à l'exploitation anarchique des carrières de sables et de gravillons qui laisse des excavations et accentue le déboisement pour des nouvelles terres de cultures (riz de montagne), à l'exploitation frauduleuse (carbonisation, coupe de bois) accentuée par la situation sociale instable et la porosité des frontières occasionnant le déboisement systématique surtout du nord du département aggravé par la situation d'insécurité qui constitue une contrainte de taille pour la gestion rationnelle des ressources forestières dans le département.

La mangrove, la palmeraie et la rôneraie complètent le tableau des formations ligneuses du département mais les multiples pressions qu'ils subissent (exploitation frauduleuse, sécheresse, feux de brousse) les font régresser en superficie et les déprécient qualitativement (du point de vue de la composition floristique des qualités technologiques du bois, de la valeur économique)

ZONE D'INTERVENTION

Arrondissement de Diouloulou, Département de Bignona, Région de Ziguinchor, Sénégal



TYPE D'ACTIONS RÉALISÉES

Création de pépinières ; reboisement; installation des ruches modernes ; sensibilisation sur la gestion des ressources naturelles, la préservation de l'environnement, l'harmonisation entre exploitation agricole et exploitation forestière ; production de matériel informatique, création et mise en fonction d'une unité de transformation des fruits; formation sur la transformation ; création d'une unité de traitement du miel ; aménagement de périmètres maraichers au bénéfice des femmes.

RESULTATS OBTENUS

- 2 pépinières
- 16 000 plantes produites en pépinière
- 22 ha reboisés avec diverses espèces forestières
- 29 ha de mangroves restaurées (70.000 plants de mangrove reboisée à travers de propagules)
- environ 5 276 jeunes pousses protégées par la RNA
- 300 ruches améliorées (type kenyane) installées dans les zones intéressées par l'action de récupération de l'environnement
- 58 apiculteurs formés
- sensibilisation de la population par la méthodologie du théâtre forum/débat (6 séances de sensibilisation)

- 40 panneaux d'information ont été confectionnés et installés dans les villages
- 1 unité de transformation des fruits mise en place
- 1 unité de séchage de fruits
- 1 unité de conditionnement de miel
- 1 extracteur et 1 un four de séchage de noix d'acajou
- production d'huile de palme et de jus de citron.
- 1 magasin construit

ELEMENTS DE CAPITALISATION &

LEÇONS APPRISSES :

- L'activité reboisement a été une activité riche d'enseignements dans cette zone écologiquement très favorable, très riche en biodiversité et où il y avait une faible culture de plantation d'espèces forestières (plantation d'espèces autochtones à grande valeur économique : baobab, du ditah et du madd) ;
 - Le spectacle itinérant (théâtre forum) a été un outil très performant dans le cadre de la sensibilisation (prise de conscience de plus en plus grande, changement de comportement et développement des attitudes nouvelles de respect et de protection des ressources naturelles;
 - La promotion et la valorisation des produits forestiers non ligneux permettent de jeter de manière durable les bases d'une stratégie de développement et de protection des ressources naturelles au niveau local ;
 - L'engagement environnemental de L'APAD (élargissement de ses domaines d'intervention et une meilleure prise en compte du volet environnement) est un point très important dans le curriculum de Apad soit pour l'activité de commercialisation de la mangue, qui est déjà en place, soit pour l'activité de transformation des produits forestiers non ligneux ;
 - Existence d'un mécanisme d'autofinancement (ristournes générées par la commercialisation des agrumes), facteur favorable à la durabilité.
- Pour l'année 2009, un montant d'environ 2 000 000 FCFA a été affecté pour les actions de protection de l'environnement.

POINTS A APROFONDIR OU

QUESTIONS A SUSPENS :

Il sera importante aussi accompagner l'Association dans la recherche de certification pour les différents produits destinés aux marchés intérieur, régionaux et internationaux.

APAD doit s'engager pour l'obtention de l'autorisation FRA pour commercialiser les produits alimentaires au Sénégal. Cette activité doit être menée avec l'appui technique de l'ITA de Dakar.

NOM DE L'ONG/ASSOCIATION :

ONG COSPE



ADRESSE/CONTACTS

BP 887 – Dakar – Sénégal
Email : cospesen@orange.sn
Tél : +221.33.822.72.51



Capitalisation de l'expérience IREM/LCD
Catalogue de projets



PROGRAMME D'APPUI A LA LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION (PALCD)

PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS

GREEN SENEGAL ET IREMLCD/CILSS

COUT ET FINANCEMENT

Budget projet : 221 148 EURO

Coût total : (phases 1 et 2) 126 025 151 FCFA soit (192 124 euros)

- Contribution du CILSS : 54 252 447 FCFA soit (82 739 euros)
- Contributions de l'ONG : 22 140 000 FCFA soit (33 752 euros)
- Contributions du FCD : 49 612 400 FCFA soit (75 633 euros)

MOTS CLES

Renforcement des capacités, gestion des ressources naturelles, production de hennés, Défense et restauration des terres, compostage, sécurité alimentaire, impact

CONTRAINTES LOCALES EN MATIERE DE DESERTIFICATION/GRN

L'aire d'intervention du projet constitue le bassin arachidier de transition caractérisé par une monoculture extensive arachidière ; elle est soumise à une péjoration climatique et à une forte pression démographique qui ont entraîné une nette dégradation des ressources naturelles notamment le dépeuplement des massifs forestiers. Les conditions socio-économiques se sont altérées et on y assiste une paupérisation et un exode des populations

TYPE D'ACTIONS RÉALISÉES

Les actions qui ont été définies concernent la sécurité alimentaire et la gestion des ressources naturelles, le renforcement des capacités organisationnelles et techniques des producteurs, l'information et la communication et la création d'un système de suivi-évaluation informatisé. Le cadre opératoire s'appuie sur une gestion décentralisée des ressources intégrant la participation des acteurs locaux et surtout des décideurs locaux.

Les actions de sécurité alimentaire et de gestion des ressources naturelles sont articulées autour de la lutte contre la dégradation des terres par des actions de défense et restauration des sols, le reboisement, l'amélioration de la fertilité des sols par le compostage et la production de semences. A côté de ces actions des stratégies d'amélioration des revenus des producteurs ont été développées à travers la production de Henné, l'arboriculture fruitière, le maraichage et le crédit.

ZONE D'INTERVENTION

Les communautés rurales de Ndiéyène Sirakh, Ngoundiane (région de Thiès), Ngoye et Ndangalma (région de Diourbel) situées dans le Centre Ouest du Bassin



RESULTATS OBTENUS

Les résultats obtenus dans le domaine de la gestion des ressources naturelles concernent le reboisement de 74 ha, une production de 60591 plants en pépinière, le comptage et la gestion des régénérations naturelles des espèces locales avec 2500 pousses de *Faidherbia albida* et autres espèces marquées. Les sites où l'érosion hydrique constituait une contrainte majeure ont été traités avec la mise en place de cordons pierreux, 2000 mètres linéaires environ.

Les actions d'agroforesterie sont renforcées par la mise en place de haie vive autour des parcelles d'exploitation agricole, ainsi 950 mètres linéaires ont été installés.

Concernant la production agricole, un programme de multiplication de semences a été développé. Les quantités produites et les superficies emblavées en fonction des spéculations sont de :

- 533 Kgs de mil Suna 3 à cycle court qui ont permis d'emblaver 143 ha pour 552 producteurs ;
- 1105 Kgs de niébé hâtif pour 693 producteurs et l'emblavement de 234,5 ha.

Cette stratégie d'amélioration des rendements agricoles à l'hectare a été soutenue par des activités de compostage avec la création de 210 fosses compostières. La combinaison des facteurs de production au niveau des zones aménagées avec les cordons pierreux a permis d'améliorer les rendements de mil de Suna 3 à l'hectare avec plus d'une tonne contrairement aux parcelles non aménagées où les rendements ne dépassent pas 800 Kgs/Ha.

Pour mieux favoriser la participation des différentes catégories sociales autour des activités, un fond d'appui à la gestion des ressources naturelles a été initié. Les différents cycles de crédit déroulés ont porté le portefeuille de crédit à plus de 3 440 000 Fcfa avec 420 bénéficiaires dont 58 % de femmes et 42 % d'hommes.

La gestion des ressources naturelles étant une compétence transférée de l'Etat aux collectivités locales, pour une bonne appropriation des textes dans ce domaine, le projet avait réalisé 15 émissions radiophoniques pour toucher et sensibiliser le maximum de producteurs.

ELEMENTS DE CAPITALISATION & LEÇONS APPRIS

Les études de capitalisation réalisées, ont montré que la technologie des cordons pierreux est très efficace dans la valorisation agroforestière des terres dégradées. Des enseignements importants ont été révélés sur le processus de valorisation de ces terres dégradées avec l'introduction de spéculations agricoles adaptées à chaque faciès. Les types de spéculation sont aussi fonction des catégories sociales femme ou homme.

Les changements climatiques ont bouleversé les systèmes de production dans la zone, le projet CILSS en initiant le développement des cultures maraîchères et la production de henné a créé de nouvelles sources de revenus pour les exploitations familiales et surtout pour les femmes et les jeunes. Ainsi, un mouvement vers le retour des jeunes en milieu rural a été noté au niveau des zones d'intervention.

Par ailleurs, les animateurs locaux, au-delà du rôle joué dans le renforcement des capacités organisationnelles et techniques des producteurs ont contribué à développer la cohésion sociale des communautés bénéficiaires du projet avec le développement des liens sociaux et familiaux.



POINTS A APROFONDIR OU QUESTIONS A SUSPENS

- Type de partenariat entre décideurs locaux et populations pour une meilleure GRN
- Communication environnementale ;
- Renouvellement du matériel agricole
- Régénération naturelle assistée dans les espaces collectifs ou gestion des terroirs ;
- Processus de récupération, valorisation des aménagements cordons pierreux avec l'utilisation multiple des blocs de pierres
- lutte contre la prolifération de *Striga hermontica* (connaissance des causes et méthodes efficaces de lutte) ;
- l'amélioration de la filière production de henné
- l'amélioration de l'accès à l'eau pour les besoins domestiques et agricoles

NOM DE L'ONG/ASSOCIATION

GREEN SENEGAL



ADRESSE/CONTACTS

19, HLM Route de Dakar-BP 219
Tél/Fax : 00221 339516830
Email : greensenegal@orange.sn
Site web : www.greensenegal.org



VALORISATION DES SOUS PRODUITS FORESTIERS NON LIGNEUX DANS LE CANTON MADIAGO (TCHAD)

PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS

IRM LCD/ CILSS
ONG ACRA
Communauté bénéficiaires.

COUT ET FINANCEMENT

Phase 1 (CF N° 22/ FFEM/IREM LCD/CILSS) :
COUT TOTAL : 115 534 Euros ainsi reparti :
• IRM LCD / CILSS : 82 414 Euros
• APPORT DE L'ONG / ACRA : 25 020 Euros
• APPORT BENEFICIAIRES : 8 100 Euros

Phase 2 (CF N° 36/ FFEM/IREM LCD/CILSS) :
COUT TOTAL : 129 683 Euros ainsi reparti :
• IRM LCD / CILSS : 97 500 Euros
• APPORT DE L'ONG / ACRA : 25 813 Euros
• APPORT BENEFICIAIRES : 7 280 Euros

MOTS CLES

Valorisation, Participation, Gestion Rationnelle, Neem,
Lutte contre la pauvreté, Structuration, Formation,
Commercialisation.

CONTRAINTES LOCALES EN

MATIERE DE DESERTIFICATION/GRN

La production agricole du Tchad est caractérisée par des rendements faibles et une faible productivité de la main d'œuvre. Les rendements de la plupart des cultures sont faibles par rapport au rendement de cultures dans les pays aux conditions agro-écologiques similaires (ECOSIT 1, 1995). De plus, le taux de croissance continue à être affecté année par année par des facteurs exogènes tels que le cours du marché mondial et la pluviométrie. Le constat général au niveau de la bande sahéenne tchadienne est que le milieu naturel se dégrade à un rythme inquiétant. Nonobstant les différentes mesures adoptées par les autorités compétentes soutenues par la communauté internationale, on continue à assister à une exploitation « minière » et non renouvelable des ressources naturelles existantes. Ceci est particulièrement vrai dans la zone d'intervention où les conditions écologiques se sont détériorées drastiquement pendant les dernières décennies.

Les manifestations immédiates sont perceptibles sur le confort matériel (épuisement général des ressources) des populations pauvres sans moyens conséquents. Cet état de pauvreté engendre des dégradations nouvelles qui à leurs tours, aggravent la misère et conduisent à des migrations des populations avec des conséquences que l'on connaît pour les régions d'accueil. Ces phénomènes contribuent à l'appauvrissement général de la population, ce qui accroît davantage la pression sur les ressources naturelles et est souvent source de tensions sociales entre les différentes catégories de la population.

ZONE D'INTERVENTION

ACRA
acratchad@acra.it



TYPE D'ACTIONS RÉALISÉES

Formation en gestion et comptabilité, en agroforesterie, en production des plants et reboisement, en transformation des grains de neem, en huile, savon et pommade, en surveillance paysanne, reboisement communautaire, promotion des sources d'énergies (foyer amélioré), accompagnement à la commercialisation, équipement en matériels de transformation de sous produits à base de Neem.



RESULTATS OBTENUS

- 27 ha reboisés,
- 2800 m de haie vive sont plantés
- 35 auxiliaires d'environnement formés et équipés (vélos, torches, tenues, etc.)
- 3 comités de gestion inter villageois
- 2 comités paritaires composés de producteurs sédentaires et d'éleveurs nomades/transhumants
- 7 Sites de Pépinières permanent
- 2 Groupements de transformation de sous produits à base de Neem,
- Construction de 5 magasins et 5 hangars
- Equipement de 10 groupements producteurs dans le domaine de la transformation.
- 702 litres d'huile de Neem et 5 522 morceaux de savon produits en trois (3) ans. Les recettes totales s'élèvent à environ 2 155 925 FCFA.
- 700 foyers améliorés du type centrafricain



ELEMENTS DE CAPITALISATION & LEÇONS APPRIS

- Maîtrise de formations faites aux groupes cibles,
- Amélioration de condition de vie des bénéficiaires,
- La forte demande des sous produits à base de Neem,
- La disponibilité des points de vente dans la capitale,
- Valorisation de l'arbre Neem par la population,
- Fond de roulement pour lancer la production et la vente.
- La prise de conscience sur les vertus de Neem
- La mobilisation des bénéficiaires dans la filière Neem
- Recherche actions sur la qualité de savon
- Contractualisation entre les groupes de la filière neem
- Atelier de concertation entre les productrices et les revendeurs des sous produits à base de Neem.



POINTS A APROFONDIR OU QUESTIONS

A SUSPENS

- Diversifier les sous produits à base de Neem
- Etendre le marché
- Chercher l'emballage et présentation adéquat

NOM DE L'ONG/ASSOCIATION

ACRA (Association pour la coopération rurale en Afrique et en Amérique Latine)

ADRESSE/CONTACTS

acrat Chad@acra.it
matteocantoro@acra.it
BP: 1099 Ndjaména – Tchad
00235 251 62 53
00235 616 07 45

